

# GUIDE LOCAL DE LA CLAUSE D'INSERTION





## **4 | POURQUOI INTÉGRER UNE CLAUSE D'INSERTION DANS UN MARCHÉ PUBLIC ?**

## **8 | MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION : QUELLES CLAUSES D'INSERTION, QUELLES RÉPONSES ?**

- 8** Quels sont les outils du Code des Marchés Publics et leurs applications concrètes ?
- 9** Le marché auquel l'entreprise répond est-il soumis à la clause d'insertion ?
- 10** Mémento des articles du Code des Marchés Publics permettant la clause d'insertion
- 21** Base de calcul de la volumétrie d'insertion
- 22** Quelles sont les solutions sur lesquelles l'entreprise peut s'appuyer pour répondre à la clause d'insertion ?
- 24** Comment est comptabilisée l'obligation d'insertion ?

## **25 | LES RESSOURCES DU TERRITOIRE UNE ORGANISATION POUR ACCOMPAGNER LES DONNEURS D'ORDRE ET LES ENTREPRISES**

- 26** Les facilitateurs et autres structures
- 28** Les Structures de l'Insertion par l'Activité Économique
- 30** L'annuaire des ressources locales

## **62 | ANNEXES**

- 62** Small Business Act, Toulouse Métropole Charte de Marchés Publics
- 70** Référencement des sites utiles
- 71** Glossaire

### **Note à l'attention du lecteur :**

La mise à jour du Guide local de la clause d'insertion a été réalisée en raison de l'évolution des aspects techniques de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Aussi des précisions, des compléments et des ajustements de présentation ont été apportés notamment sur les articles 14 et 53 du Code des Marchés Publics ainsi que sur l'actualisation des contacts des ressources locales.



**Bertrand Serp,**  
président de Toulouse  
Métropole Emploi

Le guide local de la clause d'insertion est né du constat, qu'aux côtés de la volonté politique et institutionnelle, la mise en œuvre opérationnelle de la clause d'insertion nécessite de la part des uns et des autres d'en maîtriser aussi bien les aspects techniques, juridiques qu'opérationnels.

Il est aujourd'hui admis que les clauses d'insertion sont un moyen pour lutter contre l'exclusion, elles sont également un levier de transformation culturelle, particulièrement sur la manière d'insérer les personnes qui sont exclues de l'activité économique dans la société. Elle mobilise en même temps autour d'un objectif partagé et malgré des intérêts qui leurs sont propres les donneurs d'ordre, les entreprises, le service public de l'emploi, les acteurs de l'insertion.

Dans un contexte où la définition et la mise en œuvre des politiques de l'emploi sur les territoires nécessitent de manière croissante l'implication des acteurs locaux, Toulouse Métropole, par sa politique d'achat socialement responsable, notamment au travers des clauses d'insertion, se mobilise en faveur de l'emploi.

Pour assurer la mise en œuvre de la clause d'insertion, Toulouse Métropole, aux côtés de l'État et de Pôle Emploi s'est dotée d'une organisation dédiée, « la cellule clause d'insertion », portée par la maison de l'emploi communautaire, Toulouse Métropole Emploi.

En 2013, la cellule clause d'insertion a soutenu 14 donneurs d'ordre dans l'introduction d'une clause d'insertion dans leurs marchés, 431 983 heures d'insertion ont été réalisées par 811 personnes, et 194 entreprises ont été accompagnées. Ces résultats, qui se confirment d'ores et déjà pour l'activité 2014, sont le fruit d'une forte implication de tous les partenaires sans lesquels la clause d'insertion ne saurait se mettre en œuvre. Il nous faut poursuivre et consolider nos coopérations en veillant à rester à l'écoute de tous les acteurs.

Ainsi dans la continuité de la première édition du Guide local de la clause d'insertion, cette version vient compléter l'information quant à la diversité des supports du code des marchés publics pouvant être mobilisés par les donneurs d'ordre, les différentes modalités d'application par les entreprises, ainsi que les ressources locales sur lesquelles elles peuvent prendre appui.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à l'enrichissement de ce guide par leurs témoignages, leurs apports techniques, leur regard constructif et critique.



En respectant vos vœux de confidentialité -  
Bonne nuit,  
Philippe

**François Leroux,**  
Président exécutif du Fare Propreté

« Les entreprises de Propreté soulignent que les conditions de réussite de la mise en œuvre de clauses sociales sur les marchés propreté doivent être fondées sur une relation étroite avec les différentes parties (acheteurs, acteurs de l'emploi et de l'insertion) sur la base d'un dialogue constructif.

En effet, les entreprises de propreté forment et insèrent durablement depuis toujours des personnes éloignées de l'emploi. La branche a mis en place des dispositifs efficaces pour qualifier ses salariés, intégrer des jeunes en alternance, accompagner des personnes en difficultés vers l'emploi, notamment au travers des GEIQ...

Une concertation préalable entre tous les acteurs permet d'apporter des solutions adaptées aux spécificités du secteur de la propreté (organisation du travail, reprise de personnel lors du changement de prestataire...) pour insérer de nouvelles compétences, et garantir l'emploi des salariés du site concerné par la clause. »

**Philippe Chipaux Martinet**  
président de l'UNEP Midi Pyrénées

« Les clauses d'insertion sont un des outils à disposition des entreprises d'espaces verts qui leur permet de respecter et consolider leurs engagements en matière de responsabilité sociale.

Pour l'UNEP, les entreprises d'espaces verts sont sensibles à l'insertion des personnes en difficulté sur les bassins d'emploi au niveau local. L'intérêt de la branche professionnelle pour l'application de cette mesure est de permettre l'intégration et la professionnalisation des personnes éloignées de l'emploi pour une insertion durable dans nos métiers. Ce dispositif permet aussi de nouer des partenariats institutionnels avec les acteurs locaux du dispositif. »



# POURQUOI INTÉGRER UNE CLAUSE D'INSERTION DANS UN MARCHÉ PUBLIC ?

L'OBJECTIF DES CLAUSES D'INSERTION EST DE PROMOUVOIR L'INSERTION PROFESSIONNELLE EN CONFIAIT LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DES TRAVAUX OU SERVICES À DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI,

**AVEC**

**UN ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE SUR UN NOMBRE MINIMUM D'HEURES DE TRAVAIL RÉSERVÉ À L'INSERTION**

**ET**

**UN RECRUTEMENT DE PERSONNEL EN SITUATION D'INSERTION**

Conjuguer un objectif d'insertion des personnes éloignées de l'emploi à l'achat de prestations, de travaux mais également de services et de fournitures **répond à une volonté politique** et est un acte de **responsabilité sociétale**.

Les principaux secteurs d'activité concernés par les clauses d'insertion sont le Bâtiment & les Travaux publics, les espaces verts, le nettoyage de locaux, la propreté urbaine, l'environnement, le gardiennage. **Mais les clauses d'insertion concernent également des marchés** de maîtrise d'œuvre, de prestations informatiques, de restauration, de déménagement.

**Pierre TRAUTMANN**, en charge  
de la commande publique à Toulouse Métropole  
et à la Ville de Toulouse. Adjoint au Maire  
de Toulouse.

Quelle est la place des clauses d'insertion dans les marchés publics ?

La lutte contre le chômage à travers le développement de l'activité économique locale constitue depuis de nombreuses années déjà un objectif prioritaire de nos politiques publiques.

La commande publique est précisément un levier d'insertion pertinent. Ce levier est néanmoins demeuré longtemps trop peu employé et son application nécessite d'être encore plus fiabilisée au travers d'une mise en œuvre respectueuse des acteurs impliqués.

Entreprises, opérateurs d'insertion, élus et techniciens les ont éprouvées et sont aujourd'hui pleinement familiarisés à cet outil. Garante d'une démarche efficiente, l'équipe de Toulouse Métropole Emploi est chargée d'assurer l'interface entre tous les acteurs et de les accompagner.

Aujourd'hui, les ressources sont disponibles et les procédures stabilisées. Exploiter pleinement les potentialités qu'offrent nos achats en matière d'insertion des publics en difficultés est notre nouvel objectif : généralisation de la clause d'insertion comme critère de jugement des offres, développement des marchés d'insertion, extension à une grande diversité de secteurs et de marchés concernés...

**Catherine HUMBERT**, direction de la Commande Publique  
de Toulouse Métropole et Ville de Toulouse.

Pourquoi intégrer des clauses d'insertions dans les marchés publics ?

La commande publique représente environ 15 % du PIB national. Les clauses d'insertion permettent de mettre ce poids au service des politiques d'insertion. Cela permet d'orienter les recrutements et la formation en direction des publics qui en ont le plus besoin.

Nous adaptons les modalités de la clause en fonction de certains critères : le secteur, la nature de la prestation, le montant du marché. La clause la plus courante est celle basée sur l'article 14 du CMP. Nous utilisons également le critère insertion dit « 14-53 » pour les secteurs où les entreprises ont une expérience de l'insertion. Cette modalité requiert une certaine maturité des entreprises afin d'être mise en place efficacement.

Enfin nous utilisons l'article 30,

où l'objet même du marché est

l'insertion, appuyé sur une

prestation technique, et

l'article 15, qui permet

de réserver des

marchés aux entre-

prises adaptées

et ESAT, lorsque

l'on sait que l'offre

d'insertion est

suffisante.



**Magalie MORLAT**, responsable  
de la Mission Régionale Achats à la Préfecture  
de Région Midi Pyrénées.

Comment mettez-vous en œuvre la clause sociale ?

Au-delà de la volonté politique, je me pose systématiquement la question d'intégrer une clause sociale pour chacun des marchés qui doit être passé. Je prévois cette étape le plus en amont possible, avant même la préparation des pièces et l'expression du besoin. Ce réflexe doit s'institutionnaliser chez les acheteurs. Ensuite, avec le soutien et l'expertise du facilitateur, nous déterminons le dispositif le plus adapté au marché et le nombre d'heures d'insertion.

Souhaitez-vous la développer ?

Oui bien sûr ! J'anime un réseau important d'acheteurs des services déconcentrés de l'État. À ce titre, je leur rappelle à chaque occasion l'importance et la nécessité d'intégrer les clauses sociales dans les marchés publics. Pour faire progresser la mise en œuvre des clauses, il faut renforcer la communication et la formation des services sur ce sujet.

**Hélène POQUILLON**,  
Responsable Procédure Marché,  
Pôle Ressources, Finances et Méthodes  
pour l'aménageur Oppidéa

Comment avez-vous été accompagné pour mettre en place la clause ?

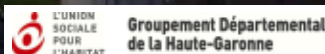
Nous avons fait un gros travail avec Toulouse Métropole Emploi et la cellule clause. Sans eux nous ne nous serions pas lancés dans la mise en place des clauses.

On regarde ensemble comment on intègre la clause dans la rédaction du marché. Et Toulouse Métropole Emploi fait le lien avec les entreprises pour que ce soit bien mis en place.

Quels sont les premiers résultats ?

C'est globalement intéressant. Les heures d'insertions sont respectées voir au-delà. Et pour les bénéficiaires, pour nombre d'entre eux ce dispositif ponctuel semble trouver une situation plus pérenne.





**Habitat Toulouse** a décidé d'inclure des clauses d'insertion dans ses marchés pour participer à la lutte contre la précarité et donc à l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers notamment dans ceux les plus en difficulté. Cette démarche a une symbolique forte et permet de redonner espoir aux personnes issues des zones urbaines sensibles.

**PATRIMOINE SA Languedocienne** s'est engagée depuis les années 90 dans la promotion de l'insertion par l'économie des publics éloignés de l'emploi dans les quartiers en difficulté par la création avec d'autres bailleurs du GEIQ BTP et par le travail avec les régies de quartier.

En tant qu'acteur économique local majeur, PATRIMOINE SA s'inscrit dans une dynamique de responsabilité sociale et de solidarité et poursuit et développe les clauses d'insertion dans la majorité de ses marchés travaux. L'entreprise joue ainsi un rôle dans les équilibres sociaux en agissant non seulement sur l'habitat mais également sur l'emploi.

Témoignages recueillis en 2013.

**Julie ROMAIN**, directrice juridique de la Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine (SMAT)

*Pourquoi avez-vous inséré des clauses d'insertion dans vos marchés ?*

La mise en œuvre de la responsabilité sociale des collectivités doit comprendre une promotion active de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur le marché du travail. L'action de la SMAT s'inscrit dans ce cadre, sous l'impulsion de Tisséo-SMTC et de Toulouse Métropole, en faisant appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique. Partenaires capables de transformer une obligation contractuelle en opportunité notamment dans des secteurs qui manquent de main-d'œuvre.

*Quels articles du code des marchés publics utilisez-vous ? Pourquoi ?*

L'utilisation de l'article 14 du Code des Marchés Publics est favorisée. La clause d'insertion sociale est donc une condition obligatoire d'exécution du marché et non un critère de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. Sans rien exclure, la SMAT ne souhaite pour l'instant pas décliner cette thématique en critère d'attribution. Nous nous concentrons sur des sujets permettant de garantir une bonne exécution des marchés, condition essentielle pour que la mise en œuvre des clauses sociales se déroule sereinement et qu'elles atteignent leur but.

**La Fédération Régionale des Travaux Publics de Midi Pyrénées** qui représente les entreprises des Travaux publics,

considère que l'introduction éventuelle de telles clauses dans les marchés publics doit prendre en compte la spécificité du secteur, les impératifs de sécurité, la diversité de ses métiers ainsi que la situation économique des entreprises ne doit pas porter atteinte à l'objet premier de l'entreprise : la réalisation de travaux. Elles ne doivent pas être discriminatoires et empêcher une entreprise de répondre et/ou d'obtenir un marché « classé ».



## 1 CLAUSE D'INSERTION ET RÉNOVATION URBAINE

Le règlement général de l'Agence stipule qu'un projet faisant appel aux concours financiers de l'Agence doit se conformer à la charte d'insertion. Ainsi, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage signataires des conventions pluriannuelles de rénovation urbaine avec l'ANRU doivent exploiter les possibilités offertes par le cadre de la commande publique (code des marchés publics, loi Sapin du 29 janvier 1993 pour les organismes privés d'HLM) pour permettre aux personnes en recherche d'emploi des quartiers de la géographie prioritaire d'accéder à des emplois durables de qualité.

La charte locale d'insertion concernant le programme de rénovation de Toulouse a été contractualisée en novembre 2011 entre l'État, les collectivités territoriales, les services publics de l'emploi, les bailleurs et les fédérations du bâtiment. Elle formalise les objectifs d'insertion des maîtrises d'ouvrage en direction, en priorité, des publics des quartiers urbains sensibles, et de personnes en difficulté d'accès à l'emploi.

L'objectif d'insertion qui se développe dans les politiques d'achat dans le secteur public comme dans le privé, est un moyen pour lutter contre le chômage. Cette démarche devient un réel levier pour l'emploi des publics suivants :

### LES PUBLICS CONCERNÉS PAR LES CLAUSES D'INSERTION

- ✓ Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés, peu ou pas expérimentés (jeunes ou adultes)
- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (minimum 1 an d'inscription)
- ✓ Bénéficiaires des minima sociaux (RSA)
- ✓ Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- ✓ Demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans
- ✓ Toute personne exclue durablement du marché de l'emploi

**SONT CONCERNÉES PRIORITAIREMENT LES PERSONNES RELEVANT DE LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE OU DES TERRITOIRES RENTRANT DANS LE CADRE DU GRAND PROJET DE VILLE DE TOULOUSE.**

La loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine a posé le principe de l'élaboration d'une charte nationale d'insertion adoptée le 9 février 2005 par le conseil d'administration de l'ANRU (l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine assure le suivi du Programme national de rénovation urbaine). Elle a pour objectif de générer un effet de levier afin que les travaux de rénovation urbaine bénéficient à l'insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles.



**Groupement Départemental  
de la Haute-Garonne**



# MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION

QUELLES CLAUSES D'INSERTION,  
QUELLES RÉPONSES ?



## ARTICLE 5-1 CMP

« I. – La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant tout appel à la concurrence ou toute négociation non précédée d'un appel à la concurrence en prenant en compte des objectifs de développement durable. Le ou les marchés ou accords-cadres conclus par le pouvoir adjudicateur ont pour objet exclusif de répondre à ces besoins. »

## 1 QUELS SONT LES OUTILS DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS ET LEURS APPLICATIONS CONCRÈTES ?

L'article 5 du code des marchés publics impose aux acheteurs publics de prendre en compte, lorsqu'ils en ont la possibilité (et sauf à justifier qu'ils ne le peuvent pas), les objectifs de développement durable dans leurs achats. Ils peuvent ainsi intégrer dans leurs appels d'offres des clauses environnementales, mais aussi des clauses sociales.

Ainsi pour favoriser l'insertion professionnelle, le code des marchés publics offre plusieurs possibilités. Il peut faire de l'insertion professionnelle une condition d'exécution du marché (article 14 du code des marchés publics), l'objet même du marché (article 30 du code des marchés publics), une condition d'exécution et critère de sélection à la fois (article 14 combiné à l'article 53 du code des marchés publics), ou encore il peut faire l'objet de marchés réservés à des structures employant du personnel en situation de handicap (article 15 du code des marchés publics).

La mise en œuvre des clauses d'insertion implique de nombreux acteurs, parmi lesquels le chargé de mission clauses d'insertion ou facilitateur qui est le relais du donneur d'ordre et qui sera tout le long du marché l'interlocuteur de l'entreprise.



Dès l'élaboration du marché, à partir des objectifs du donneur d'ordre, les chargés de mission clauses d'insertion étudient les pièces du marché et apprécient l'opportunité de l'article du Code des Marchés Publics (ou équivalent) à introduire dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

L'effort d'insertion demandé aux entreprises sera variable et sera déterminé en fonction de la nature, de la durée, de la technicité du marché et de son montant.

## LE MARCHÉ AUQUEL L'ENTREPRISE RÉPOND EST-IL SOUMIS À LA CLAUSE D'INSERTION ?

Dès l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) l'entreprise peut identifier que le marché est soumis à une clause d'insertion.

[ LES EXEMPLES DE PIÈCES DE MARCHÉ  
FIGURANT DANS L'ENSEMBLE DE CE GUIDE  
PEUVENT ÊTRE PRÉSENTÉS DIFFÉREMMENT  
SELON LES DONNEURS D'ORDRE ]

ANNONCE TRANSMISE  
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE FORMALISÉE  
DATE D'ÉMISSION : 05/02/2013 - 15:02

AVIS DE MARCHÉ

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières ☒ Oui

En application de l'article 14 du code des marchés publics, le cahier des charges comporte donc des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage. Ainsi, le nombre minimal d'heures réservées à l'insertion est de :

- Lot 2 - Gros Œuvre : 1000 heures
- Lot 3 - Charpente métallique : 750 heures
- Lot 4 - Charpente Bois : 600 heures
- Lot 5 - Couverture : 300 heures
- Lot 6 - Façades : 700 heures
- Lot 9 - Electricité CFO CFA : 450 heures
- Lot 10 - Chauffage - Rafraichissement - Ventilation - Plomberie : 600 heures
- Lot 11 - Plâtrerie - faux plafonds : 300 heures
- Lot 13 - Peinture - Revêtement de sols et murs : 300 heures

Les lots 7, 8, 12, 14, 15 ne sont pas concernés.

Sur le nombre total d'heures de travail nécessaires à l'exécution des travaux, un minimum de 5000 heures sera donc dédié à un public en démarche d'insertion professionnelle. Le respect de ces clauses est une condition de la conformité de l'offre.

SECTION IV : PROCEDURE

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Un exemple d'Avis d'Appel Public  
à la Concurrence (AAPC)

## MÉMENTO DES ARTICLES DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS PERMETTANT LA CLAUSE D'INSERTION

### ARTICLE 14 CMP

« Les conditions d'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peuvent comporter des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Ces conditions d'exécution ne peuvent pas avoir d'effet discriminatoire à l'égard des candidats potentiels. Elles sont indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation ».

- **L'insertion professionnelle est une condition d'exécution du marché.**
- L'acheteur public demande aux entreprises de réserver une partie des heures de travail générées par le marché à une action d'insertion = à un volume déterminé d'heures de travail.
- Les modalités d'exécution des clauses peuvent être diverses (embauche directe, mise à disposition de personnel, co traitance ou sous-traitance).

**Dans le cas des marchés privés et des marchés publics** non soumis au code des marchés, l'intégration de la clause d'insertion mentionne une condition de conformité de l'offre et une obligation contractuelle (équivalent à l'article 14 du CMP).

**Intérêt de l'article :** l'article 14 Code des Marchés Publics est la manière la plus courante d'intégrer des clauses sociales à un marché, car le marché public ne change en rien sauf à ajouter cette condition d'exécution.

L'utilisation de l'article 14 Code des Marchés Publics est facilitée par l'article 10 CMP, qui permet de décomposer un marché en plusieurs lots. L'allotissement offre la possibilité de définir les lots les plus adaptés en termes de volume, de technicité, etc., pour y introduire une clause sociale pertinente.

**[ IL EST NÉCESSAIRE TANT AU NIVEAU DU DONNEUR D'ORDRE QUE DE L'ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE DE VEILLER À RESPECTER LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DU PUBLIC CONCERNÉ PAR LA CLAUSE ]**

*Un exemple de réponse à un marché d'espaces verts, rédigé par la **Communauté Urbaine Toulouse Métropole** avec la clause d'insertion (article 14). Monsieur **Eric CAUSSAT** directeur de l'entreprise Espaces Verts Caussat, fait appel au Geiq Vert, dont il a été administrateur et fondateur.*

C'est une bonne chose qu'il y ait des clauses d'insertion dans le cadre des travaux d'espaces verts. Nos métiers ont un fort besoin en main-d'œuvre, et les salariés que nous embauchons par le biais de la clause d'insertion ont souvent de grandes qualités pour nos métiers d'extérieur. Malheureusement leur présence est trop brève et à la fin de leur contrat ils se retrouvent parfois démunis.

L'avantage du GEIQ c'est la formation, de plus, un salarié qui a suivi un parcours GEIQ a été « mis à l'épreuve », il a déjà une expérience en entreprise et donc toutes les qualités requises pour le travail que l'on va lui demander de faire. Chaque année, nous recrutons en moyenne 2 personnes via le GEIQ. Nous avons entre 3 et 4 personnes en permanence. Le GEIQ est la solution pour l'insertion mais il ne faut pas oublier non plus tous les salariés en délicatesse qui viennent de perdre un emploi.

Il faut jouer gagnant/gagnant. Le GEIQ nous propose des candidats adéquats. Et nous aidons à trouver un débouché pour des jeunes qui, parfois, n'ont pas eu de chance.

*Un exemple de clause d'insertion article 14 introduite par l'**aménageur, Oppidéa** dans un marché de maîtrise d'œuvre pour le chantier de la **salle des Musiques Actuelles**. Le témoignage de monsieur **Philippe MERCIER**, directeur général de l'entreprise Betem Ingénierie attributaire de ce marché.*

*Avez-vous rencontré des difficultés particulières pour mettre en place la clause d'insertion ?*

Il est difficile de faire exécuter la clause d'insertion sur un marché spécifique (hormis très gros chantier), il faut s'obliger à intégrer la personne et à l'utiliser au sein de l'agence. Sur les marchés avec cotraitance le partage de la mise en place n'est pas évident. Il faut trouver un profil qui puisse trouver à terme un débouché dans notre travail, le travail de recrutement demande du temps.

*Quels conseils donneriez-vous à une entreprise souhaitant répondre à un marché comportant une clause d'insertion ?*

Il faut bien s'appuyer sur Toulouse Métropole Emploi dès le début. Il ne faut pas partager entre cotraitants mais décider qui fait et de convenir d'une participation au coût de mise en place par les autres. Il faut prendre le temps de bien prendre en compte l'accompagnement de la personne en insertion.

**Témoignages recueillis en 2013**

## L'ARTICLE 53-1 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP)



**L'article 53** permet aux acheteurs publics de prendre en compte parmi les critères d'attribution du marché, en lien avec son objet ou ses conditions d'exécution, les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté (accompagnement mis en place, formations proposées, etc.) au même titre que les critères classiques tels que la valeur technique, le prix, le délai de réalisation, etc. Dans le jugement des offres, le poids accordé au critère de « performance sociale » doit toutefois rester raisonnable. En effet, ce critère ne doit pas être discriminant, tout en restant en lien avec l'objet du marché ou ses conditions d'exécution. **Aussi l'article 53-1 doit-il être utilisé combiné avec l'article 14.**

**L'insertion professionnelle est à la fois une condition d'exécution du marché et un critère de jugement des offres.**

- Le commanditaire utilise l'article 14 du Code des Marchés Publics et fixe dans le marché, selon les méthodes de calcul habituel, le volume d'heures d'insertion que doit réaliser l'entreprise
- Et il demande aux entreprises soumissionnaires de qualifier leur prestation d'insertion considérée comme une prestation accessoire par rapport à l'objet principal du marché
- Les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle sont retenues dans la sélection comme un des critères d'attribution.
- Ce critère doit être pondéré parmi les autres

**Les sous critères, leur pondération et la grille d'analyse des réponses sont élaborés avec l'appui des chargés de mission clauses d'insertion.**

Les sous critères sont généralement :

- **La qualité du tutorat professionnel**
- **La qualité de la formation mise en œuvre**
- **La sécurisation du déroulement du parcours**

Lorsque l'entreprise est attributaire : elle doit mettre en œuvre les modalités sur lesquelles elle a été jugée et s'est engagée.

**Dans le cas des marchés privés et des marchés publics non soumis au code des marchés,** l'intégration de la clause d'insertion mentionne des critères de jugement de l'offre (équivalent à l'article 14/53 CMP),

*– Pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fonde :*

*1° Soit sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché, notamment la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les performances en matière de protection de l'environnement, les performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté, le coût global d'utilisation, la rentabilité, le caractère innovant, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison, le délai de livraison ou d'exécution. D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché ».*

**Intérêt de l'article :** Cette combinaison offre les avantages que présente l'article 14 du Code des Marchés Publics (simplicité) tout en imposant un engagement qualitatif en matière d'insertion (sera retenue l'entreprise faisant notamment la meilleure offre en matière d'insertion)

**[ LE CRITÈRE DE L'INSERTION DOIT ÊTRE PONDÉRÉ DE MANIÈRE À NE PAS ÊTRE DISCRIMINATOIRE TOUT EN RESTANT ACCESSOIRE À L'OBJET DU MARCHÉ POUR GARANTIR UNE ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES CANDIDATS.]**

## LORSQUE L'INSERTION EST UN DES CRITÈRES D'ATTRIBUTION (14+53), QUEL POIDS REPRÉSENTE CE CRITÈRE DANS LE JUGEMENT DES OFFRES ?

L'insertion représente généralement **10 à 20 %** de la note globale, quel que soit le support d'activité du marché. Afin de Connaître la pondération des différents critères de jugement, il est nécessaire de se référer au **Règlement de Consultation**

### QUELS SONT LES SOUS CRITÈRES ?

Les sous-critères et leurs poids dans la notation peuvent varier d'un marché à l'autre selon le maître d'ouvrage, le type de marché (bâtiment/service) ; la durée et technicité du marché.

Exemple de Règlement de Consultation intégrant une clause d'insertion via les articles 14/53 \*

*La Ville de Toulouse et Toulouse Métropole - Communauté Urbaine se sont engagées dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, elles développent conformément aux articles 14 et 53 du Code des Marchés Publics, des marchés comportant des clauses, visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, en tant que critère d'attribution sur des marchés offrant un potentiel important d'heures d'insertion (plus de 1500 heures, soit 1 équivalent temps plein). Afin de l'assister dans l'analyse des offres d'insertion proposées par les soumissionnaires, le maître d'ouvrage s'appuie sur une ingénierie d'insertion (ex. la cellule clause d'insertion de Toulouse Métropole Emploi, cf chapitre des ressources du territoire).*

REGLEMENT DE CONSULTATION	
Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres	
Pour le lot x :	
Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :	
Critères	Pondération
3- Performance en matière d'insertion professionnelle	15%
3- Performance en matière d'insertion professionnelle: 15 points	
-qualité du tutorat professionnel : accompagnement, qualification et fonction du tuteur dans l'entreprise afin de faciliter l'intégration des bénéficiaires (5 points),	
- formation : définition de la mise en œuvre d'actions de formation dispensées et niveau de qualification professionnelle pouvant être acquis à l'issue du marché (5 points),	
-sécurisation du déroulement des contrats : description du partenariat mis en place avec l'opérateur d'insertion ou des dispositions prises au sein de l'entreprise en vue de limiter les situations d'échec et de rupture de contrat (5 points).	
Article 7 : Contenu du dossier de consultation	
Intégrer les éléments relatifs :	
-au cadre de réponse du mémoire insertion et son mode d'emploi,	
-à l'annexe modèle de bilan qualitatif trimestriel clause d'insertion	
Article 8 : Présentation des candidatures et des offres	
Un projet de marché comprenant :	
-un mémoire insertion détaillant les dispositions et engagements qualitatifs en termes d'insertion.	

Exemple de critères et de pondération dans la notation.

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Cette pièce du marché indique le public ciblé par le maître d'ouvrage et l'engagement obligatoire de l'entreprise sur un nombre d'heures d'insertion et de formation minimum. Elle présente également les différentes modalités possibles.

### CCAP – Modèle 14+53 – Clauses

#### 1.3.2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

#### Les personnes concernées sont :

\* En priorité les habitants des Zones Urbaines Sensibles

- Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an
- Bénéficiaires des minima sociaux
- Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- Demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans
- Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés, peu ou pas expérimentés (jeunes ou adultes)

L'objectif est de procéder à de **nouveaux recrutements** de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Libellé du lot	Nombre	Nombre d'heures d'insertion minimales
A		X heures dont Y heures de formation

Sur le nombre total d'heures de travail nécessaires à l'exécution de la prestation, un minimum de x heures dont y heures de formation sera donc dédié à un public en démarche d'insertion professionnelle.

#### 1.3.2 Modalités de mise en œuvre

L'entreprise devra préciser dans son mémoire insertion (cf. pièce contractuelle et/ou mode d'emploi) les modalités de mise en œuvre.

Elle pourra :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupeement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).



# MÉMOIRE INSERTION

L'entreprise décrit dans le mémoire insertion les modalités de mise en œuvre puis répond aux 3 sous-critères (tutorat, formation, sécurisation du contrat).

## MEMOIRE INSERTION - CADRE DE REPONSE

Le présent mémoire participe au jugement des offres pour l'appréciation des critères relatifs à la performance en matière d'insertion professionnelle. Les candidats doivent le compléter aussi précisément que possible.  
Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de l'Assistant Maîtrise d'œuvre Insertion (cf. coordonnées dans le règlement de consultation)

- Heures et modalités de mise en œuvre : X heures d'insertion

Recruter du personnel en insertion et prévoir la bonne réalisation des heures d'insertion pendant la durée du marché

### 1) Planifier la réalisation des heures

→ Compléter les tableaux ci-dessous : répartition des heures d'insertion (dont les heures de formation)

Entreprises	a	b	c	TOTAL
	XX heures	XX heures	XX heures	XX heures

		Ventilation par modalité (mentionner le nombre d'heures et nom de l'opérateur en cas de mise à disposition et de l'entreprise d'insertion en cas de cotraitance ou sous-traitance)				
Embauche directe	Contrat d'apprentissage					
	Contrat de professionnalisation					
	CDD					
	CDI					
	CDI de chantier					
	Emploi d'avenir					
	CDD Insertion					
	Autre					
Mise à disposition Contrat de travail de personnel	Contrat d'apprentissage					
	Contrat de professionnalisation					
	Contrat de travail temporaire d'insertion					
	Contrat de mise à disposition par une association intermédiaire					
Co ou sous-traitance à une entreprise d'insertion	CCD Insertion					

### 2) Anticiper des besoins de recrutement liés à l'obtention du marché

- Indiquer le nombre de personnes recrutées, les types de postes envisagés liées à la nature des contrats explicités ci-dessus :

### 3) Faciliter le suivi de la clause d'insertion

- Indiquer les noms, fonctions et coordonnées du ou des interlocuteurs du chargé de mission clause d'insertion et/ou si une personne supervise pour l'ensemble des parties prenantes (titulaire ; cotraitants et sous-traitants éventuels)

## LE SOUS CRITÈRE « TUTORAT PROFESSIONNEL » \*

\*source [www.patrickloquet.fr](http://www.patrickloquet.fr)

### L'ENTREPRISE DÉCRIT DANS LE MÉMOIRE INSERTION LES MODALITÉS LIÉES AU TUTORAT :

On peut attendre de l'entreprise des précisions relatives (justificatifs à l'appui le cas échéant) sur :

- La qualification et l'expérience de l'encadrant/tuteur technique
- Les modalités d'accueil de la personne dans l'entreprise
- Les modalités d'accompagnement et d'encadrement de la personne dans l'entreprise
- La fréquence et méthode des entretiens avec les salariés en insertion, formalisation des acquis et modalités de rendu au chargé(e) de mission clauses d'insertion

#### MEMOIRE INSERTION

##### A-Tutorat professionnel :

Faciliter l'intégration de la personne

- 1) **Désigner un encadrant/tuteur technique** pour l'apprentissage des gestes et des prérequis professionnels
  - Indiquer son nom, sa fonction, et ses coordonnées. Joindre le CV (ou équivalent), ses qualifications et ses expériences dans la fonction
- 2) **Informé le futur salarié du fonctionnement** de la structure, de son organisation et des conditions de travail
  - Présentation des outils existants et détail de leur transmission et explication à l'intéressé (règlement intérieur, livret d'accueil, visite du lieu de travail, présentation des équipes, explication du contrat de travail et conditions de rémunération...)
- 3) **Accompagner** le salarié en insertion dans son adaptation au poste de travail :
  - encadrer les salariés en insertion,
  - permettre, dans un contexte de travail, l'acquisition de savoir-être et de savoir-faire et évaluer les compétences
  - réaliser des bilans intermédiaires et un bilan final et les communiquer au chargé de mission clauses d'insertion.
    - Fréquence et méthode des entretiens (attestation de compétences, démarches de VAE...) et des modalités de rendu au chargé de mission clause
    - Présentation des outils existants et détail de leur transmission et explication à l'intéressé (règles de vie collective, outils de production, règles de sécurité, respect des horaires...)

Il est important de décrire clairement :

- > La formation et/ou l'expérience du tuteur
- > La périodicité des entretiens, des points intermédiaires entre tuteur et tutoré
- > Les outils et les modalités mises en place pour expliciter auprès du salarié le fonctionnement de l'entreprise et pour l'accompagner dans son poste de travail
- > Les modalités d'encadrement pour favoriser l'acquisition des compétences
- > La grille d'évaluation des compétences

## LE SOUS CRITÈRE « FORMATION »

### L'ENTREPRISE DÉCRIT DANS LE MÉMOIRE INSERTION LES MODALITÉS LIÉES À LA FORMATION

La formation est déterminante dans la démarche d'insertion. On peut donc attendre de l'entreprise qu'elle précise ses dispositions. Les heures de formation sont comptabilisées au même titre que les heures de travail.

Ces propositions seront conditionnées par la durée de la période d'insertion réalisée dans l'entreprise

L'éventail est assez large. Il peut s'agir d'une « formation de terrain » assurée par l'encadrement technique, d'une formation d'adaptation au poste de travail, d'une formation liée à l'acquisition de savoirs de base (lire, écrire, compter).

L'entreprise peut aussi recourir aux dispositifs contractuels spécifiques : contrat de professionnalisation, contrat d'insertion professionnelle intérimaire (CIPI), contrat de développement professionnel intérimaire (CDPI), contrat d'apprentissage en direction de demandeurs d'emploi en difficulté...

#### MÉMOIRE INSERTION

##### B-Formation : Y heures minimales de formation

Développer l'employabilité des salariés en insertion par la mise en œuvre d'actions de formation

- 1) Identifier les compétences acquises et à acquérir des salariés embauchés
  - Préciser l'organisation du temps prévu(s) et les documents utilisés lors de l'embauche du salarié
- 2) Définir la mise en œuvre de la formation (y heures minimales de formation) des salariés à travers les différentes modalités (interne et/ou externe) et expliciter les possibilités d'apprentissage au sein de l'entreprise le cas échéant
  - Préciser le nom, fonction et coordonnées de la ou des personnes prévues pour cette fonction au sein de l'entreprise (tuteur, formateur...) ou en externe (organisme de formation)
  - Décliner les formations proposées (y heures minimales de formation) à travers un programme de formation individuel type (organisme externe, centre de formation interne, ...)

**Quelle que soit la proposition énoncée, il est impératif de préciser :**

- > À minima les heures de formation prévus dans le CCAP
- > Les modalités d'identification des compétences acquises et à acquérir
- > Le programme de formation individuel pour répondre aux besoins identifiés
- > L'obtention d'une qualification, d'un diplôme le cas échéant
- > La grille d'évaluation des compétences ou attestations (si pas de diplôme à la fin de la formation)
- > L'expérience et les compétences du Référé désigné (interne ou externe) pour suivre la formation
- > La Pertinence des formations liées aux métiers envisagés (technique et/ou support) et formalisation des modalités d'apprentissage

*Un exemple de réponse à une clause d'insertion article 14-53 rédigé par le **Service Immobilier du Rectorat** pour un marché de BTP pour la construction du rectorat Niel.*

*Vous avez répondu à un marché comportant une clause « 14-53 », quelles difficultés avez-vous rencontré ?*

La première difficulté est de trouver une personne réellement motivée pour intégrer le monde du travail, la 2<sup>e</sup> difficulté est d'ordre financier. Aujourd'hui les affaires se prennent à des prix assez bas et intégrer une ou deux personnes supplémentaires affecte évidemment les comptes de chantier. Les pouvoirs publics doivent tenir compte des difficultés financières des entreprises dans le calcul de la clause.

*Quels conseils donneriez-vous à une entreprise souhaitant répondre à un marché comportant une telle clause ?*

Il faut préparer au plus vite la clause en prenant contact avec le maximum d'acteurs (PLIE, GEIQ, ETTI, Toulouse Métropole Emploi...) afin de sélectionner plusieurs CV. Il est important de faire des entretiens avec ces personnes et les responsables de chantier car ce sont eux qui sont sur le terrain et qui devront jour après jour intégrer ces personnes dans l'entreprise. De plus il faut organiser un suivi régulier qui doit nous permettre de régler au fur et à mesure tous les soucis que pourraient rencontrer ces personnes que ce soit d'ordre social ou professionnel. Enfin Il faut changer l'image de l'insertion. Les profils de ces dernières années nous montrent que les personnes intégrant la clause ne sont plus forcément aussi éloignées de l'emploi qu'avant.

**Témoignage recueilli en 2013.**

Un exemple de  
clause d'insertion  
**article 14-53**  
introduite par  
la Communauté  
Urbaine Toulouse  
Métropole dans un  
marché de nettoyage



de locaux. Le témoignage de Madame  
**Christelle Cruaud**, directrice des ressources  
humaines, de l'entreprise Oxya Services.

Quels soutiens avez-vous mobilisé  
pour mettre en place la clause ?

La cellule insertion de Toulouse Métropole, à l'obtention du marché, nous a reçu et expliqué en détail la clause, puis mis en contact avec le PLIE, avec qui nous avons effectué un premier recrutement, en CDI: recrutement très positif, et qui perdure encore aujourd'hui. Nous avons également fait appel au GEIQ Propreté, avec qui nous travaillons depuis longtemps.

Quels avantages une entreprise peut-elle  
tirer des clauses ?

- Etre accompagnée et conseillée tout au long du marché, pour le recrutement, et en cas de problème
- Généraliser l'insertion et la « démystifier », en la rendant légitime et professionnelle
- Avoir un travail conjoint du donneur d'ordre et du prestataire, sur l'accueil du public en difficulté, ce qui permet un partenariat efficace entre l'entreprise et Toulouse Métropole, avec un objectif commun
- Pérenniser des contrats avec un objectif de CDI en entreprise

**Zoom factuel** sur le parcours d'un salarié  
recruté en réponse à la clause d'insertion pour  
ce marché

« M. S., jeune sans qualification et sans logement, recruté d'abord par le Geiq Propreté et mis à disposition chez OXYA Services sur un site de Toulouse Métropole pendant 6 mois, en tant qu'agent d'entretien. Pendant le Geiq, il a été formé et a obtenu son COP d'agent d'entretien machiniste, et a également bénéficié d'un accompagnement qui lui a permis d'obtenir un logement et un scooter (travail sur la mobilité). À l'issue du Geiq, OXYA Services l'a recruté en CDI à temps plein, et avec un accompagnement financier au permis de conduire. Aujourd'hui il est Chef d'équipe sur le site de Toulouse Métropole et en parcours de formation de Chef d'équipe, et totalement impliqué dans son métier. »

Témoignage recueilli en 2013.

## LE SOUS CRITÈRE « SÉCURISATION DU DÉROULEMENT DU CONTRAT »

### L'ENTREPRISE DÉCRIT DANS LE MÉMOIRE INSERTION LES MODALITÉS LIÉES À LA SÉCURISATION DU DÉROULEMENT AU CONTRAT

L'entreprise peut s'appuyer sur la structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) avec laquelle elle va travailler, et qui est en lien avec le référent socio professionnel de la personne concernée.

Si l'entreprise dispose de ressources humaines pour réaliser cet accompagnement elle peut opter pour la gestion interne du besoin en détaillant la communication prévue entre le salarié, l'encadrant technique et le référent socioprofessionnel.

L'entreprise peut s'appuyer sur des acteurs ressources dont les coordonnées figurent dans ce guide au chapitre ressource du territoire.

#### MÉMOIRE INSERTION

##### C-Sécurisation du déroulement des contrats :

- ] Collaborer à la sécurisation du contrat du salarié durant le marché et garantir un rôle d'alerte en vue de résoudre des difficultés périphériques à l'emploi

Développer des actions ou mettre en place des partenariats en vue de limiter les situations d'échec et de rupture de contrat

- Préciser les partenaires « relais » (Club d'entreprises, organismes de formation, structures d'accompagnement du public, structures d'insertion par l'activité économique, structures de mise à disposition de personnel...) ou le service interne dédié (assistance sociale...)
- Préciser les interlocuteurs (nom, fonction et coordonnées) (internes /externes) en cas de difficultés, leur champ d'intervention et le type de partenariat
- Expliciter les interventions du partenaire ou du service interne dédié face aux problématiques récurrentes (à remplir avec le/les partenaires le cas échéant)
- Joindre les justificatifs de la relation partenariale (copie du contrat de prestation de services ou de la convention de partenariat)

Les indications contractuelles contenues dans ce mémoire insertion relatives à la qualité de l'insertion professionnelle peuvent être amenées à évoluer dans le temps.

Toute modification des éléments contenus dans ce mémoire doit être exactement conforme ou supérieur aux exigences requises en termes de qualité de la prestation insertion.

Elle doit être accompagnée d'un nouveau cadre de réponse dûment complété, et ne peut intervenir qu'après validation de la Cellule Clauses d'insertion de TME.

**Le non-respect de cette disposition peut donner lieu à l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article X du CCAP.**

**Il est important que l'entreprise indique les dispositions concrètes sur :**

- > Les partenariats mis en œuvre pour accompagner la sécurisation du parcours (Club d'entreprises, organismes de formation, structures d'accompagnement du public, structures d'insertion par l'activité économique, structures de mise à disposition de personnel...) ou les modalités internes développées.
- > La formation ou l'expérience de l'intervenant (interne/partenaire externe).
- > Le détail des interventions face aux problématiques périphériques à l'emploi : entretiens,...
- > Le retour fait au chargé(e) de mission sur les actions menées.

### L'insertion professionnelle est l'objet du marché et l'un des critères principaux de notation

- Ce sont les structures d'insertion qui répondent le plus souvent à ce type de marchés.
- La structure attributaire sera choisie en fonction de sa capacité à insérer et qualifier les bénéficiaires et devra en répondre, sous la forme de bilans réguliers, tout au long du marché.

### Intérêt de l'article

L'utilisation de l'article 30 du Code des Marchés Publics permet d'insérer socialement et professionnellement des personnes très éloignées de l'emploi : le commanditaire « achète » de l'insertion, l'activité en est le support d'activité. « Les prestations techniques, support d'activité, peuvent être très variées (exemple : nettoyage de locaux, nettoyage de berges, collecte de déchets, d'encombrants, portage de repas, construction de cabanes en bois, réhabilitation de logements etc. Cette variété de supports permet alors de diversifier les profils des personnes en insertion ».

Cet article favorise l'accès des structures d'insertion par l'activité économique à la commande publique. Il est également possible d'isoler un lot spécifique réservé à l'insertion professionnelle, dans le cadre d'un appel d'offres.

**[ IL FAUT ADAPTER LE MARCHÉ AUX STRUCTURES ET AUX PUBLICS QU'IL VISE, L'UTILISATION DE CET ARTICLE NE DOIT PAS SE FAIRE AU DÉTRIMENT DES ENTREPRISES DU SECTEUR MARCHAND ]**

## L'ARTICLE 30 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP)

*« Les marchés et les accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28 ».*  
*Dans le cas des marchés privés pour lesquels le Code des Marchés Publics ne s'applique pas, l'intégration de la clause d'insertion mentionne un service d'insertion professionnelle et de qualification, l'activité n'étant que le support (équivalent de l'article 30 CMP).*

### Extraits de Dossier de Consultation des Entreprises

**[ LES EXEMPLES DE PIÈCES DE MARCHÉ FIGURANT DANS CE GUIDE PEUVENT ÊTRE PRÉSENTÉS DIFFÉREMMENT SELON LES DONNEURS D'ORDRE ]**

### Objet d'un marché article 30

L'objet d'un marché article 30 est l'insertion et non pas le support d'activité choisi.

Les prestations techniques à réaliser ne sont que le support permettant la mise en œuvre d'une démarche d'insertion et de qualification. Cette activité, au travers de l'expérience professionnelle acquise et des formations dispensées, doit amener à terme ces personnes à des emplois durables.

### Public concerné

La démarche d'insertion et de qualification vise des personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail : personnes sans qualification ou à faible niveau de qualification, demandeurs d'emploi de plus d'un an ou sans expérience professionnelle, personnes isolées avec enfant(s), allocataires de minima sociaux... Les personnes recrutées ont le statut de salarié du prestataire et dépendent totalement de son fonctionnement avec les droits et obligations qui s'y attachent.

### Sélection d'un candidat

La performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté constitue un critère prépondérant de jugement des offres (supérieur à 50 %).

Il peut être apprécié au vu de différents **sous-critères** parmi lesquels :

- > La qualité du dispositif prévu pour l'encadrement des salariés
- > La qualité de la formation interne ou externe proposée aux salariés
- > La pertinence des modalités d'accompagnement et de soutien socioprofessionnel envisagées et des objectifs d'insertion sociale et professionnelle pour les salariés.

*Monsieur Jean Marc DUVAL, directeur de l'entreprise d'insertion AID SERVICE a répondu à un marché de nettoyage de locaux rédigé par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole avec l'article 30*

Pour répondre aux marchés, j'ai mis en place une veille commerciale liée aux appels d'offres, ce qui nous a permis de participer à la consultation. Aid Services était très intéressé de répondre à ce marché tant en terme d'image et de référence que cela peut apporter à une structure d'insertion. Cela permet de démontrer qu'une entreprise d'Insertion fonctionne comme une entreprise classique en termes de qualité de prestations.

Par le biais d'appel d'offres à fort volume d'heures (surtout pour le secteur du nettoyage industriel) en communiquant auprès des têtes de réseau et peut-être en créant une réunion semestrielle avec les acteurs économiques de façon à nous informer des éventuels marchés à venir.

**Témoignage recueilli en 2013.**



En vue d'apprécier ce critère, il est demandé dans le règlement de la consultation à tout candidat, de remettre dans les pièces de son offre **une notice explicative précisant les modalités de l'action d'insertion** :

- Les moyens humains mobilisés en termes de bénéficiaires de l'action d'insertion, leur mode de recrutement, leur statut et le type de contrat de travail ;
- L'encadrement dédié à cette action d'insertion sur l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires, les dispositifs d'accompagnement spécifique à chaque individu (entretiens individuels et périodicité de ces entretiens, suivi médico-social...) ;
- Les modalités d'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires dans l'acquisition des savoir-faire et de savoir être pour construire un parcours d'insertion pertinent vers l'emploi pérenne ;
- Les actions d'accompagnement doivent porter sur deux phases : les actions et mesures d'accompagnement mises en œuvre durant le contrat de travail et les actions et mesures d'accompagnement mises en œuvre en vue d'un futur ancrage dans le monde du travail, à la fin du contrat de travail ;
- Les formations internes ou externes proposées aux salarié(e)s
- Les partenariats mis en place avec les opérateurs d'insertion et les partenaires sociaux

### Obligations du titulaire d'un marché article 30

Un bilan périodique de l'activité d'insertion sera présenté par le prestataire, synthèse permettant de vérifier la pérennisation des parcours des salariés et ce devant les services intéressés du maître d'ouvrage.

À l'issue du marché, un bilan général sera transmis au maître d'ouvrage dans les 3 mois qui suivent l'année de l'exécution des prestations concernant :

- > un état nominatif du personnel employé, précisant l'âge, le lieu d'habitation
- > une situation de chaque employé à sa date d'embauche (niveau de qualification, situation familiale, projet professionnel ou de formation)
- > une présentation détaillée de chaque plan individuel de soutien socioprofessionnel mis en place par les différents partenaires compétents
- > le nombre d'heures effectuées par chaque personne
- > une situation de chaque employé quittant l'entreprise, précisant les qualifications obtenues, les stages, les formations effectuées, les raisons de départ.

Le C.C.A.P. peut prévoir des pénalités financières en cas de non-respect des obligations contractuelles de la structure d'insertion.

## L'ARTICLE 15 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP)

*« Certains marchés ou certains lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés aux articles L. 5213-13, L. 5213-18, L. 5213-19 et L. 5213-22 du code du travail et L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles, ou à des structures équivalentes, lorsque la majorité des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales. »*

*Dans le cas des marchés privés, l'intégration de la clause d'insertion mentionne un marché réservé à des travailleurs handicapés (équivalent de l'article 15 CMP).*

### L'insertion professionnelle fait l'objet d'un marché réservé

- Ce sont les entreprises adaptées (EA) et établissements et services d'aide par le travail (ESAT) qui répondent à ce type de marchés
- Les Entreprises Adaptées (EA) sont des entreprises à part entière, employant au moins 80 % de travailleurs reconnus handicapés
- Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT) offrent aux personnes handicapées des activités diverses à caractère professionnel et un soutien médico-social et éducatif en vue de favoriser leur épanouissement personnel et social

### Intérêt de l'article

Cet article permet de réserver certains lots ou la totalité du marché à des structures employant du personnel en situation de handicap (entreprises adaptées ou établissements et services d'aide par le travail.)

[ IMPLIQUE UNE BONNE CONNAISSANCE DES FOURNISSEURS POTENTIELS ET DE LEUR CAPACITÉ DE PRODUCTION POUR NE PAS RISQUER DE VOIR UN MARCHÉ INFRUCTUEUX.]

## LA CLAUSE D'INSERTION PEUT ÊTRE DE NATURE DIFFÉRENTE

UNE CONDITION D'EXÉCUTION, D'ATTRIBUTION OU AUCUNE CLAUSE  
SELON LES LOTS, LA RÉPONSE FAITE PAR LES ENTREPRISES DEVRA  
DONC ÊTRE DIFFÉRENCIÉE :

- > à titre indicatif dans le cadre de la clause d'insertion comme un des critères d'exécution du marché, article 14 du Code des marchés publics ;
- > à titre obligatoire dans le cadre de la clause d'insertion comme un des critères d'attribution du marché ; article 14-53 du Code des marchés publics.

RÉPONSE AU MARCHÉ	TYPE DE CLAUSE	
	CONDITION EXECUTION (Art.14)	CRITERE D'ATTRIBUTION (Art. 14-53)
Engagement quantitatif sur un volume d'heure insertion	✓	✓
Proposition d'une offre d'insertion détaillée	✗	✓
Modalités concrètes de rédaction/réponse	Signer l'acte d'engagement	Anticiper son engagement qualitatif et compléter le mémoire insertion
Jugement de l'offre d'insertion	✗	✓

## LA BASE DE CALCUL DE LA VOLUMÉTRIE D'INSERTION

L'effort d'insertion se traduit en heures d'insertion qui sont calculées par les chargés de mission clauses d'insertion en collaboration avec les services techniques et juridiques lors de la rédaction des documents de consultation des entreprises (DCE).

HEURES D'INSERTION À RÉALISER :

$$\text{MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ HT} \times \text{PART DE MAIN-D'ŒUVRE} \times \text{EFFORT D'INSERTION}$$

### COÛT HORAIRE ESTIMATIF DU SECTEUR D'ACTIVITÉ

- La part représentée par la main-d'œuvre dans le marché est variable selon le domaine d'activité (ces indices sont consultables sur le site du ministère du développement durable)
- L'effort d'insertion minimum est de 5 %. Il varie selon le type de marché (travaux, services, maîtrise d'œuvre) et le secteur d'activité (TP, bâtiment second œuvre, espaces verts, environnement...).
- Le coût horaire chargé varie selon les secteurs d'activité

**Exemple :** Marché de 900 000 € HT, avec une part de main d'œuvre est de 50 %, un taux horaire de 30 € et un effort d'insertion de 5 %, le total d'heures d'insertion prévisionnelles est :  
 $(900\,000 \text{ €} \times 0,50 \times 0,05)/30 = \text{soit } 750 \text{ heures d'insertion.}$

[ CETTE FORMULE EST AJUSTÉE AU CAS PAR CAS EN FONCTION DES  
ÉLÉMENTS INDIQUÉS PLUS HAUT (MONTANT, DURÉE, TECHNICITÉ)]

Cette base de calcul a une valeur indicative, le chargé de mission clause d'insertion ajustera l'effort d'insertion exigé en prenant en compte la durée et la technicité de la prestation ainsi que la demande d'emploi locale.

## SI LE MARCHÉ EST À BONS DE COMMANDE

Le calcul des heures d'insertion prévisionnelles est établi à titre indicatif :

- Sur une moyenne si un montant minimum et maximum est identifié
- Sur l'estimation des services techniques du maître d'ouvrage dans les autres cas

Le calcul des heures d'insertion à réaliser correspond à un nombre d'heures par tranche de 100 000 € HT de travaux ou de services facturés (en général).

**Exemple :** Si la part de main d'œuvre est de 60 %, le taux horaire de 30 € et le taux d'insertion de 5 %, le total d'heure d'insertion est :  
 $(100\,000 \text{ €} \times 0,60 \times 0,05)/30 = 100 \text{ heures, soit } 100 \text{ heures par tranche de } 100\,000 \text{ € HT facturés.}$

## CAS SPÉCIFIQUE DE LA REPRISE DE PERSONNEL DANS LES MARCHÉS DE SERVICES (NETTOYAGE, GARDIENNAGE...)

Pour certains marchés comme le traitement des déchets, le gardiennage ou le nettoyage, les conventions collectives de ces secteurs d'activité comportent un dispositif qui oblige l'entreprise « entrante » (nouveau prestataire) à reprendre les salariés de l'entreprise « sortante » (ancien titulaire), qui travaillent sur le site objet du marché. L'objectif est de garantir aux salariés affectés au site la poursuite du contrat de travail en cas de changement de prestataire sur ce marché.

**L'entreprise n'a, par conséquent, aucune marge de manœuvre sur le personnel transféré.**

Afin de tenir compte de ces spécificités on peut fixer l'objectif d'insertion de la manière suivante :

- > 10 % des heures pour les nouveaux chantiers ou les chantiers en extension
- > 20 % des heures lors de remplacements ponctuels ou permanents pour les renouvellements de marchés soumis à transfert de personnel.

Pour aller plus loin : « les clauses d'insertion dans les marchés publics de propreté » FARE Propreté - [www.monde-proprete.com](http://www.monde-proprete.com),  
FEP [www.proprete-services-associes.com](http://www.proprete-services-associes.com)

# QUELLES SONT LES SOLUTIONS SUR LESQUELLES L'ENTREPRISE PEUT S'APPUYER POUR RÉPONDRE À LA CLAUSE D'INSERTION ?

Dans le cadre de son engagement plusieurs formes de participation sont offertes à l'entreprise, ce sont les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

- **L'embauche directe** : l'entreprise intègre dans son effectif une personne qui répond aux critères d'éligibilité des publics en CDD, ou CDI ou contrat aidé en alternance.
- **La mise à disposition de personnel** : l'entreprise est en relation avec un intermédiaire qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant une période donnée.

Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- D'une association intermédiaire (AI)
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- D'une entreprise de travail temporaire avec la mise en place d'un plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi (ETT) (accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L 124-2-1-1 du code du travail)

[ LE CHAPITRE « LES RESSOURCES DU TERRITOIRE UNE ORGANISATION POUR ACCOMPAGNER LES DONNEURS D'ORDRE ET LES ENTREPRISES » RÉFÉRENCE LES CONTACTS LOCAUX DE L'ENSEMBLE DE CES MODALITÉS ]

- **La cotraitance ou sous-traitance à une entreprise d'insertion (EI)** : l'entreprise collabore avec une entreprise d'insertion dans le cadre d'une cotraitance ou sous-traitance. Un accord est passé entre l'entreprise mandataire et l'entreprise d'insertion sur la base d'un nombre d'heures d'insertion à effectuer.

Quelle que soit la modalité que l'entreprise retiendra, 2 conditions sont requises :

- > La validation obligatoire par les chargés de mission de l'éligibilité du public sur la base de justificatifs, avant la prise de poste
- > La désignation d'un référent au sein de l'entreprise

## RÉCAPITULATIF : MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL, COTRAITANCE OU SOUS-TRAITANCE, SUR QUELLES STRUCTURES D'INSERTION S'APPUYER ?

	ARTICLE 14 Modalités à prévoir en amont ou en aval de la réponse	COMBINAISON ARTICLES 14 ET 53 Modalités à prévoir en amont de la réponse
ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE	Mise à disposition	Mise à disposition
ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION	Mise à disposition	Mise à disposition
ENTREPRISE D'INSERTION (DONT RÉGIE DE QUARTIER)	Sous-traitance ou co-traitance	Sous-traitance ou co-traitance
GROUPEMENT D'EMPLOYEUR POUR L'INSERTION ET LA QUALIFICATION	Mise à disposition à des entreprises adhérentes	Mise à disposition à des entreprises adhérentes



Un exemple de réponse à la clause d'insertion article 14 pour un marché de travaux conjuguant la collaboration d'une entreprise attributaire et d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique Monsieur **Arnaud CHARPANTIER**, adjoint travaux agence de Toulouse entreprise Eurovia

Pourquoi faire appel à l'APIC

dans le cadre des clauses d'insertion ?

C'est une association avec laquelle nous avons déjà travaillé. Elle nous apporte une approche de l'insertion différente, plus axée sur le social. En faisant appel à l'intérim classique, à l'intérim d'insertion et à l'APIC, cela nous permet de ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier et de mélanger des publics en insertion différents.

Quels enseignements tirez-vous de cette expérience ?

Nous apprécions le très bon suivi qui est fait des publics. L'APIC est un bon tremplin pour les gens qui sont « au fond du trou ». C'est dommage que nous soyons limités à 400 heures par bénéficiaire. Mais on s'organise pour rediriger les personnes nous apportant une vraie plus-value vers d'autres entités et assurer la continuité de leurs parcours d'insertion.

Monsieur **Jean Claude PILLON**,

Directeur de l'Association Intermédiaire l'APIC

Pourquoi les entreprises font appel à vous ?

Nous participons aux clauses d'insertion depuis 2010 sous la forme de cotraitance avec les entreprises.

Dans le cadre de notre activité d'association intermédiaire, nos salariés sont mis à disposition, ce qui permet aux entreprises plus de souplesse dans leur fonctionnement de recrutement. Par ailleurs, la principale plus-value de l'APIC est l'accompagnement socio professionnel du public salarié en insertion. En effet, nous assurons un suivi tout au long du parcours, du recrutement jusqu'à l'emploi durable. Cela permet d'anticiper et de résoudre les problèmes potentiels. L'APIC permet ainsi de sécuriser le salarié et l'entreprise.

Quels enseignements retirez-vous de ces expériences ?

Nous travaillons avec des publics qui ont de fortes difficultés d'insertion. Les clauses d'insertion leur permettent de reprendre confiance en eux, parfois de se réorienter, et de faire un pas vers un emploi durable. Ce public travaille avec des grandes entreprises qu'ils n'auraient pas pu approcher sans ce dispositif de clauses d'insertion. Nous pouvons aujourd'hui dire que participer aux clauses sociales des marchés publics est indispensable pour accéder à un emploi durable (dans l'entreprise d'accueil) et/ou vers une solution emploi/formation.

Témoignage recueilli en 2013.



Monsieur **François Vergnault**,  
chef d'agences de l'entreprise Exedra  
Midi Pyrénées, qui utilise le Geiq BTP 31  
en réponse à la clause d'insertion pour un  
**marché à bon de commande**  
de travaux de voiries et chaussées de la  
**Communauté Urbaine**

Le Geiq BTP 31 est parfaitement conscient des enjeux économiques de notre profession, ainsi il nous apporte des réponses adaptées à nos problèmes. Il nous propose un réservoir de candidats, sélectionnés à la suite d'une démarche de recrutements ciblés et répondant parfaitement, à nos attentes de postes à pourvoir dans nos activités quotidiennes.

De plus le GEIQ BTP 31 assure un suivi quotidien des projets professionnels individuels. Cette méthode permet de pérenniser ces emplois au sein de notre société.

Actuellement, nous encadrons quatre personnes proposées par le GEIQ BTP 31 et espérons, selon les orientations individuelles de chacune, les fidéliser.

**Témoignage recueilli en 2013.**

Monsieur **XX** bénéficiaire d'un emploi  
par la clause d'insertion

J'ai un peu touché à tout, j'ai fait de la maçonnerie, de la menuiserie et j'avais commencé une formation en bâtiment mais ça ne me convenait pas. Je voulais faire peintre. La mission locale de Toulouse m'a conseillé d'aller voir le GEIQ BTP qui m'a proposé un essai de solier. J'ai trouvé beaucoup de points communs avec ce que je voulais faire. Aujourd'hui je suis une double formation peinture/solier. J'aimerais continuer au sein de l'Union des Peintres et devenir peut-être conducteur de travaux ou associés.

## COMMENT EST COMPTABILISEE L'OBLIGATION D'INSERTION ?

Deux conditions sont incontournables pour valoriser les heures d'insertion et les contrats de travail :

- Le recrutement d'une nouvelle personne répondant aux critères des publics cibles et/ou poursuite d'un contrat déjà validé dans le dispositif.
- La justification des heures de travail et de l'ensemble des heures de formation

### Les règles de comptabilisation :

La règle est **qu'une personne**, quel que soit le type de contrats successifs, pourra bénéficier durant 24 mois, d'une opportunité d'emploi dans le cadre de la clause d'insertion à compter de la date de démarrage de sa première mission.

Durant le déroulement de la prestation soumis à la clause, **les contrats** seront comptabilisés pendant **12 mois** au sein de la même entreprise à compter de la date de la signature du premier contrat.

### Les cas d'extension de la durée de comptabilisation :

CONTRATS	DURÉE DE COMPTABILISATION
Insertion par l'Activité Economique (EI, ETTI, AI...)	24 mois ou échéance de l'agrément IAE
Contrats comportant une formation qualifiante (professionnalisation, apprentissage, autre alternance...)	24 mois
CDI	24 mois ou fin du marché
CDI à l'issue d'un autre contrat comptabilisé dans la clause	12 mois supplémentaires

Dans l'intérêt des bénéficiaires, une mutualisation des heures d'insertion sur plusieurs marchés comportant une clause d'insertion peut être possible sous condition d'accord du maître d'ouvrage concerné.



## COMMENT EST SUIVIE L'OBLIGATION D'INSERTION ?

Quelle que soit la modalité qui est retenue, l'entreprise ou son partenaire (si c'est lui l'employeur dans le cadre d'une mise à disposition de personnel) transmet aux chargés de mission clauses d'insertion les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois : contrat de travail, bulletins de salaire, relevés des heures mensuels mentionnant l'accompagnement socio- professionnel.

À la demande du maître d'ouvrage, le chargé de mission clauses d'insertion restitue à ses services et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion à l'issue du marché.

Des pénalités financières sont définies dans le CCAP et pourront être appliquées dans le cas de :

- La non transmission des justificatifs dans les délais
- La non réalisation des heures d'insertion dans le cadre du marché concerné

## LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES D'UN MARCHÉ COMPORTANT UNE CLAUSE D'INSERTION ARTICLE 14

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

#### 1.3 - Insertion professionnelle

##### 1.3.1 Suivi et bilan de l'action d'insertion

À la demande du maître d'ouvrage, le chargé de mission clauses d'insertion procèdera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

La structure porteuse du contrat de travail transmettra au chargé de mission clauses d'insertion les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail
- bulletins de salaire
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

La non transmission par le prestataire des justificatifs avant le 12 de chaque mois, l'expose à une pénalité de XX € par retard constaté ou bien à la suspension du paiement des prestations pour la période considérée.

.....

#### Bilan

Après la réception des travaux, le chargé de mission clauses d'insertion restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion. Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année. Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives pour le salarié en insertion seront établies.

##### 1.3.2 Pénalités relatives à l'insertion

Le rapport établi à l'issue de la réception des travaux fera le bilan du nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion et des difficultés éventuelles rencontrées. Un bilan négatif par rapport au contenu de l'offre entraînera une pénalité égale à XX € par nombre d'heures d'insertion non réalisées.

*Madame Julie ROMAIN, responsable juridique et commande publique de la Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine (SMAT)*

La SMAT a souhaité être accompagnée pour la mise en œuvre de ces clauses et a conclu des partenariats pour ce faire avec des professionnels du secteur de l'insertion par le travail. Ces partenariats ont été voulus complets car il importait à la SMAT que les entreprises puissent également être accompagnées tout au long de la mise en œuvre des clauses sociales. C'est ainsi que les conventions conclues prévoient un véritable accompagnement des titulaires de marchés, de la détermination des besoins à de la sélection des profils en passant par le suivi des personnes employées sur le chantier.

Témoignage recueilli en 2013.

Dans le cadre d'un marché mobilisant l'article 14 et 53, un bilan trimestriel qualitatif sur la base d'une grille type est également renseigné sur les volets tutorat, formation, sécurisation du parcours)

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) détaille les aspects contractuels, les modalités de suivi et d'évaluation, les motifs de suspension de l'obligation de l'effort d'insertion, les pénalités.



# LES RESSOURCES ET L'ORGANISATION DU TERRITOIRE POUR ACCOMPAGNER LES DONNEURS D'ORDRE ET LES ENTREPRISES

## **LES CHARGÉS DE MISSION CLAUSES D'INSERTION (OU FACILITATEURS)**

LES DONNEURS D'ORDRE S'APPUIENT SUR DES PERSONNES RESSOURCES POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE D'INSERTION : CE SONT LES FACILITATEURS, ILS ASSURENT UNE FONCTION D'INTERMÉDIATION ENTRE TOUS LES ACTEURS CONCERNÉS PAR LE DISPOSITIF : DES DONNEURS D'ORDRE, AUX ENTREPRISES, AUX ACTEURS DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ET DE LA FORMATION.

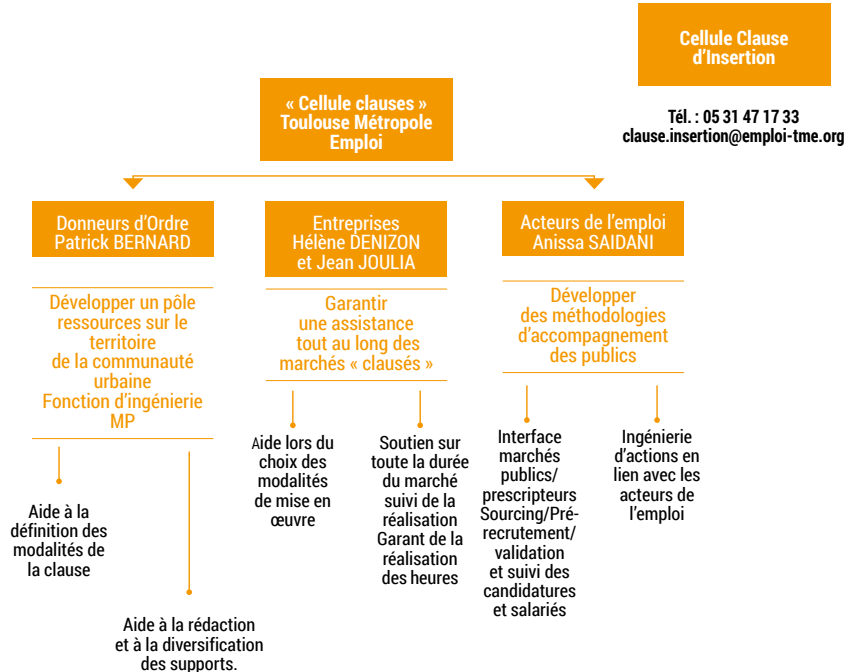


Six facilitateurs, s'inscrivent dans une démarche de travail partenarial, pour assurer une cohérence territoriale dans les usages de mise en œuvre des clauses d'insertion. Des conventions de coopération techniques les réunissent, ils sont également utilisateurs d'un système de gestion et de suivi communs de la clause d'insertion.



### LA CELLULE CLAUSE D'INSERTION DE TOULOUSE MÉTROPOLE EMPLOI, LA MAISON DE L'EMPLOI COMMUNAUTAIRE : QUATRE CHARGÉES DE MISSIONS

Elle assure la mise en œuvre de la clause d'insertion des marchés publics de collectivités territoriales, d'établissements publics, de sociétés d'économies mixtes, de sociétés d'aménagement, des Services Achats de l'État, d'établissements sous tutelles (ministères de la Défense, de l'Agriculture, de l'Education Nationale).



Madame **Catherine HUMBERT**,  
direction de la Commande Publique de  
Toulouse Métropole et Ville de Toulouse

Les facilitateurs ont un rôle essentiel. Sans facilitateurs, on ne peut pas mettre en place de clause d'insertion. Ce sont eux qui permettent que tous les acteurs travaillent ensemble. Ils ont un rôle de conseil, d'analyse des clauses et d'aide à la mise en œuvre. Par leur travail, ils permettent l'application dans de bonnes conditions des clauses d'insertion.





## UNE CHARGÉE DE MISSION **CLAUDE D'INSERTION** **POUR LES BAILLEURS SOCIAUX DE LA HAUTE-GARONNE**

Le Groupement Départemental de la Haute-Garonne (GDHLM), réunissant les organismes HLM a depuis 2008, mis en place une démarche inter-organismes visant la mise en œuvre des clauses d'insertion sur tous leurs marchés dans le département 31.

**Contact : Manuelle LAUGA**

**Mail : m.lauga.gd31@union-habitat.org - Tél. 05 61 36 07 66**



## UNE CHARGÉE DE MISSION **POUR LA COMMUNE DE BLAGNAC**

Responsable de la Maison de l'Emploi et de l'Insertion de la Ville de Blagnac, la facilitatrice assure en coordination avec la Direction de la commande publique de la Ville la mise en œuvre de la clause d'insertion.

**Contact : Muriel POUSSARD - Maison de l'Emploi et de l'Insertion**

**1 bis, rue des mimosas - 31 706 BLAGNAC CEDEX**

**Tél. : 05 61 71 01 52 - Fax : 05 61 71 01 57**

**Mail : m.poussard@mairie-blagnac.fr**



## AUTRES STRUCTURES



### **CREPI (CLUB RÉGIONAL D'ENTREPRISES POUR L'INSERTION)**

Accompagnement des entreprises à la mise en œuvre de clauses d'insertion ; Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage publique pour la mise en œuvre de clauses d'insertion ; Contrôle du service fait ; Audits - Etats des lieux - Conseil ; Intervention sur le territoire de la Région Midi-Pyrénées.

**Contact : 167, rue du Férétra Appt 71 - 31 400 Toulouse**



### **VINCI INSERTION EMPLOI (VIE)**

**Nos missions :**

- Assistance aux entreprises du groupe dans la réalisation de leurs engagements contraints ou volontaires en matière d'insertion : aide au recrutement, suivi des salariés, suivi des objectifs...
- Rédaction du volet social des appels d'offres

**Notre territoire d'intervention :**

Aquitaine - Midi-Pyrénées - Limousin

**Contact : Marie-Pierre PALLIER**

**Tél. 05.56.18.63.23 ou 06.35.10.37.91 - contact.vie@vinci.com**

*Madame **Marianne COUSINET***

*Responsable de l'Agence de Travail*

*Temporaire d'Insertion, ID'EES INTERIM*

*nous explique quels sont les modes de travail avec les facilitateurs*

Les entreprises peuvent faire appel dans le cadre des clauses d'insertion à ID'EES INTERIM.

En amont des appels d'offres afin que nous les accompagnions sur leur réponse, en lien avec les facilitateurs, notamment sur la préparation du public via la formation ou l'adaptation des postes.

Pour répondre à leurs obligations via des mises à disposition en Travail Temporaire d'Insertion et/ou la mobilisation de nos outils de formation (pré) qualifiante en début ou en cours de parcours.

Au-delà des clauses d'insertion pour offrir des débouchés durables d'emploi aux salariés intérimaires.

ID'EES INTERIM travaille de manière quasi quotidienne avec les facilitateurs principalement sur 4 axes de partenariat :

- > les facilitateurs nous sollicitent en nous transmettant une offre d'emploi. Nous leur proposons des candidatures ciblées afin de pourvoir les offres d'emploi d'entreprises souhaitant répondre à la clause d'insertion,
- > nous sollicitons les facilitateurs sur des validations de candidatures en lien avec les pré-requis établis,
- > nous travaillons également sur la mise en place de projets Formation,
- > des rencontres mensuelles sont calées afin de faire le point sur les parcours d'accompagnement.

**Témoignage recueilli en 2013.**



## ARTICLE L 5132-1 DU CODE DU TRAVAIL

« L'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement  
L'insertion par l'activité économique, notamment par la création d'activités économiques, contribue également au développement des territoires ».

## LES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (SIAE)

Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) relèvent du secteur de l'insertion, lequel a pour objectif la lutte contre les exclusions par la définition et la mise en œuvre d'un véritable parcours d'accès à l'emploi.

## LES SPÉCIFICITÉS DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE : L'ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL

Les structures de l'Insertion par l'Activité Economique constituent un environnement de travail favorable au développement personnel et adapté à la progression de chacun. Un accompagnement social et professionnel est réalisé durant l'ensemble du parcours. L'accompagnement professionnel permet la construction d'un projet professionnel par l'acquisition de compétences, la réalisation de bilans professionnels, des actions de formation et une aide à la recherche d'emploi.

L'accompagnement social permet une prise en compte de l'ensemble des difficultés du salarié et une approche globale de la personne. L'objectif est d'aider la personne à lever les principaux obstacles à sa progression professionnelle.

Pour aller plus loin : [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.direccte.gouv.fr](http://www.direccte.gouv.fr),  
[www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr), [www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org), [www.obsar.org](http://www.obsar.org)



### **Quelques bonnes raisons de se rapprocher, de s'associer, de travailler avec une SIAE :**

#### **Optimiser sa démarche RSE :**

En choisissant les SIAE comme fournisseurs, le donneur d'ordre donne à ses achats un impact social tout en respectant une logique d'efficacité économique. En choisissant de sous-traiter une partie de son activité à une SIAE l'entreprise peut trouver une solution pertinente pour mettre en œuvre une politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) tout en garantissant des prestations de qualité.

#### **Diversifier les modes de recrutement :**

La mise à disposition de personnel peut permettre à l'entreprise de repérer de futurs collaborateurs.

Par le biais de la formation, les SIAE peuvent préparer leurs salariés aux métiers de l'entreprise.

Les SIAE peuvent apporter une complémentarité dans les réponses aux clauses d'insertion.

### **Les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI)**

Les ateliers et chantiers d'insertion sont des dispositifs conventionnés ayant pour objet l'accueil, l'embauche et la mise au travail par des actions collectives de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. L'ACI organise le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de ses salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. L'utilité sociale des ACI se vérifie notamment au regard de leur mission d'accompagnement social et professionnel des publics embauchés et de leur contribution aux besoins collectifs émergents ou non satisfaits. Les biens et les services qu'ils produisent peuvent être commercialisés, lorsque cette commercialisation contribue à la réalisation et au développement des activités d'insertion sociale et professionnelle.

*Pour aller plus consulter les sites [www.fnars.org](http://www.fnars.org) ; [www.avise.org](http://www.avise.org), [www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr), [www.adepes.org](http://www.adepes.org) « plateforme web des achats responsables en région Midi Pyrénées ».*

### **Les Entreprises d'Insertion (EI)**

Les entreprises d'insertion (EI) s'appuient sur la vente de biens et service pour construire les parcours de leurs salariés. Une entreprise d'insertion est une entreprise à part entière qui se distingue des autres entreprises par sa finalité car, au-delà de sa vocation économique, l'EI ou l'ETI est porteuse d'un projet social visant l'insertion sociale et professionnelle des salariés qu'elle emploie.

*Pour aller plus consulter les sites [www.cnei.org](http://www.cnei.org), [www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org), [www.urei.org](http://www.urei.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.avise.org](http://www.avise.org), [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr), [www.adepes.org](http://www.adepes.org) « plateforme web des achats responsables en région Midi Pyrénées ».*

### **Les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)**

Les ETTI sont des entreprises d'insertion qui utilisent le travail temporaire comme support d'insertion. L'ETTI signe un contrat de mise à disposition avec une entreprise cliente, la personne en parcours d'insertion travaille dans l'entreprise cliente mais est salariée de l'ETTI par le biais d'un contrat de mission.

*Pour aller plus consulter les sites [www.cnei.org](http://www.cnei.org), [www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.avise.org](http://www.avise.org), [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr), [www.adepes.org](http://www.adepes.org) « plateforme web des achats responsables en région Midi Pyrénées ».*

## Les Associations Intermédiaires (AI)

Les associations intermédiaires ont pour rôle, outre l'embauche de personnes en difficulté et leur mise à disposition d'utilisateurs (entreprises, associations, particuliers...) : l'accueil des demandeurs d'emploi et la réception des offres d'activités, et l'organisation de parcours de formation, l'information des intéressés sur leurs droits, leur orientation vers des centres d'action sociale...

Pour aller plus consulter les sites [www.coorace.org](http://www.coorace.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.adepes.org](http://www.adepes.org) « plateforme web des achats responsables en région Midi Pyrénées », [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr)

## Les Régies de quartier

Les Régies de quartiers sont des associations composées de représentants des habitants, des pouvoirs publics et des bailleurs sociaux visant à créer de la citoyenneté et à procurer du travail aux habitants de ces territoires.

Pour aller plus consulter les sites [www.cnlrq.org](http://www.cnlrq.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.adepes.org](http://www.adepes.org) « plateforme web des achats responsables en région Midi Pyrénées », [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr)

## Les « groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification » (GEIQ)

Les GEIQ regroupent des entreprises qui, pour résoudre leurs problèmes de recrutement, parient sur le potentiel des personnes en difficulté d'accès à l'emploi. Ainsi les GEIQ sont des entreprises qui embauchent directement les publics ayant des difficultés d'insertion professionnelle puis les mettent à disposition des entreprises adhérentes en organisant une alternance entre apprentissages théoriques et situations de travail concrètes.

Pour en savoir plus, consulter les sites [www.geiq.net](http://www.geiq.net), [www.cnce-geiq.org](http://www.cnce-geiq.org) ou [www.avise.org](http://www.avise.org) ou [www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org), [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr), [www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr)

## Les acteurs intermédiaires de l'emploi

Les acteurs du Service Public de l'Emploi (Pôle Emploi, les missions locales, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Cap Emploi 31) et d'autres, contribuent à la réussite de la mise en œuvre des clauses d'insertion.

En effet par leur mission d'accompagnement des chercheurs d'emploi, ces acteurs collaborent avec les chargés de mission insertion (ou facilitateur) pour identifier, former, préparer leur public à intégrer les entreprises attributaires de marchés publics soumis aux clauses d'insertion.

# ANNUAIRE DES RESSOURCES LOCALES

## LES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Les fiches des Structures d'Insertion par l'Activité Économique répertoriées ci-après, nous ont été transmises par l'Adepes MP, l'UREI Midi-Pyrénées, la FNARS Midi-Pyrénées et le COORACE Midi-Pyrénées dans le cadre de la mise en place de leur « plateforme web des achats responsables en région Mid-Pyrénées ». Sont donc répertoriées à ce jour, les structures adhérentes à ces réseaux.



Pour encore plus d'informations, consulter [www.adepes.org](http://www.adepes.org)

### AILES

Raison sociale	<b>association Insertion Locale Emploi Services</b>
Sigle	<b>AILES</b>
Affichage préféré	[ ] Raison sociale [4 ] Sigle
Date de création	1994
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	<b>AI</b>
Conventionnement IAE	[4 ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [4 ] Services à la personne
N° SIRET	39763646500015
Courriel préféré	ailles-association@wanadoo.fr (association Insertion Locale Emploi Services)
Téléphone préféré	05.61.27.51.60 (association Insertion Locale Emploi Services)
Adresse postale préférée	12 avenue de Castelnaudary (31250, REVEL)
Téléphone	05.61.27.51.60
Fax	05.34.66.04.33
Email	ailles-association@wanadoo.fr
Présidente	Brigitte Hourquet
Contacts	05.61.27.51.60
Directeur	Beny Bruno
Contacts	05.61.27.51.60

### Informations économiques

Chiffre d'affaire annuel	316177
Effectif total (ETP)	14.0
Effectif d'encadrement (ETP)	3.0
Nombre de salariés en insertion (ETP)	11.0
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	81.0
Description	Mise à disposition de personnel à titre onéreux
Plus-value sociale et environnementale	Embauche de public ayant des difficultés d'accès à l'emploi.
Garanties	Démarche Qualité CEDRE

### Références

Client	De l'année	A l'année	Prestations
Communauté de Communes Lauragais Revel Sorézois	2004	En cours	- Cantine - Entretien de locaux - Tâches de secrétariat
A.R.P.A.M	1998	En cours	- Aide ménagère - Entretien de maison et de linge - Courses / Repas

# ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES

## AI SIP



Raison sociale	<b>Association Intermédiaire Services Insertion Proximité</b>	
Sigle	<b>AI SIP</b>	
Affichage préféré	[ ] Raison sociale [ x ] Sigle	
Date de création	22/05/1992	
Statut Juridique	Association	
Type de structure IAE	<b>AI</b>	
Conventionnement IAE	[ X ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne	
Site web	www.aisip.fr	
N° SIRET	38766828800021	
Courriel préféré	aisip.grenade@orange.fr (Association Intermédiaire Services Insertion Proximité)	
Téléphone préféré	05.61.82.93.89 (Association Intermédiaire Services Insertion Proximité)	
Fax	05.61.82.75.56	
Adresse postale préférée	10 A, Allées Alsace Lorraine (31330, GRENADE)	
Directrice	Maryline RIVOT	
Contacts	05 61 82 93 89	
Président	Gérard BOUILLIN	
Siège social	10 A, Allées Alsace Lorraine (31330, GRENADE)	Du lundi au jeudi de 8 à 13 H et 14 à 16H30 - Vendredi de 9 à 13 H
Permanence	Espace Jouvion, MERVILLE 31	Jeudi de 9 à 13 H
Permanence	Mairie CADOURS 31	1 <sup>er</sup> lundi du mois de 9 à 12 H

### Informations économiques

Chiffre d'affaire annuel	142340 €
Effectif total (ETP)	6.18
Effectif d'encadrement (ETP)	1.30
Nombre de salariés en insertion (ETP)	4.88
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	47

### Description

Mise à disposition de personnel à titre onéreux	
Thématiques	[ ] Circuit court [ ] Commerce équitable [ ] Habitat groupé

### Références

Client	Prestations
90 Particuliers	Aide-ménagère, aide jardinier, petite manutention
11 Entreprises	Entretien de locaux

3 Associations	Entretien de locaux, Distribution d'affiches
7 Collectivités	Entretien de locaux, d'espaces verts et voirie

### Relations

Source	Type de relation
Membre membre	-Réseau Coorace -Union départementale des associations intermédiaires de Haute Garonne

### Offres de service

Secteur d'activité	. Environnement et espace verts • Collecte, traitement, recyclage déchets • Services aux entreprises et collectivités
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : manutention, manœuvre, ouvriers espaces verts, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs etc. ).
Cibles client	[ X ] Entreprises [ X ] Particuliers [ X ] Secteur public
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition du personnel, qu'elles salarient. Le matériel est fourni par les clients
Effectif total mobilisable (ETP)	6
Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande • L'association Intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur • L'utilisateur reçoit une facture mensuelle ou à l'issue de la mise à disposition du salarié(e) • Contrôle satisfaction du client • • Pas d'intervention inférieure à 1h00.
Couverture géographique	Cantons Grenade, Cadours, Fronton

Raison sociale	Association muretaine d'insertion par l'emploi
Sigle	AMIE
Date de création	01/06/93
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	AI
Conventionnement IAE	[ x ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Présidente	PANNET Claudine
Directrice	NASSANS Corine
Conseillère en insertion professionnelle	DURAND Virginie
Téléphone	05.61.56.77.74
Fax	05.61.51.73.27
Email	a.m.i.e-muret@wanadoo.fr
Adresse	1, Rue Jean de Pins (31600, MURET)

#### Infos économiques


Effectif total (ETP)	29.0
Effectif d'encadrement (ETP)	4.0
Nombre de salariés en insertion (ETP)	25.0
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	127.0

#### Offres

Offre	
Secteur d'activité	. Environnement et espace verts • Collecte, traitement, recyclage déchets • Services aux entreprises et collectivités
Description succincte	Mise à disposition de personnel à titre onéreux
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : secrétariat, manutention, manœuvre, ouvriers espaces verts, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs etc. ).
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition du personnel, qu'elles salarient. Le matériel est fourni par les clients
Effectif total mobilisable (ETP)	10

Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande • L'association Intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur • L'utilisateur reçoit une facture mensuelle ou à l'issue de la mise à disposition du salarié(e) • Contrôle satisfaction du client • Etablissement facture (association non assujettie à TVA) • Pas d'intervention inférieure à 1h00.
Couverture géographique	Canton de Cazères, Le Fousseret, Montesquieu, Muret, Portet sur Garonne, Rieumes, Rieux volvestre, Commune de Villeneuve Tolosane et Cugnaux

## APIC

Raison sociale	<b>Association Pour l'Intégration de Chômeurs</b>
Sigle	APIC
Affichage préféré	
Statut Juridique	Association loi 1901
Type de structure IAE	<b>AI</b>
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE Services à la personne
Site web	apic-toulouse.com
Président	VALES Jean François
Directeur	PILLON Jean Claude
Courriel	apic.ai@orange.fr
Téléphone	05 61 13 16 88
Adresse postale	58 avenue des ETATS-UNIS 31200 TOULOUSE

**Informations économiques**

Effectif total (ETP)	22
Effectif d'encadrement (ETP)	0,70
Nombre de salariés en insertion (ETP)	18
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	176

**Offres de service**

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Manutention, entretien, bâtiment, espace vert, nettoyage, petits travaux administratifs, aide ménagère,....</b>
Description	L'APIC a une expérience de 27 ans dans la mise à disposition de personnel en insertion avec un accompagnement social et professionnel auprès des entreprises, administrations, associations et particuliers
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public Associations
Moyens techniques disponibles	Le client qui est l'utilisateur, nous sommes l'employeur, fourni le matériel et les produits
Effectif total mobilisable (ETP)	70
Modalités pratiques	Prospections, estimations, visites, commandes, suivis, bilan
Couverture géographique	Toulouse et Haute Garonne

Raison sociale	Association Rurale pour un Commerce Social par l'insertion
Style	ARCSI Comminges
Statut juridique	Association
Type de structure IAE	Association Intermédiaire
Conventionnement IAE	<input type="checkbox"/> 4 Conventionnement IAE <input type="checkbox"/> 5 Secteur adapté et protégé <input type="checkbox"/> 6 Services à la personne
Site web	<a href="http://www.arcsi31.org">http://www.arcsi31.org</a>
Président	TROULLET Jean-Luc
Courriel	<a href="mailto:arcsi31@orange.fr">arcsi31@orange.fr</a>
Téléphone	05 61 95 45 75
Adresse postale	ARCSI Comminges 5 Place Armand de Flézac 31300 Saint Gaudens

Informations économiques

Effectif total (ETP)	6,15
Effectif d'encadrement (ETP)	2,15
Nombre de salariés en insertion (ETP)	4
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	59

Offres de service

Secteur d'activité	Services à la personne, aux entreprises et aux collectivités
Description	L'ARCSI Comminges a une expérience de plus de 20 ans dans la mise à disposition et l'accompagnement socio-professionnel des personnes en difficultés sociales et/ou professionnelles
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	Main d'œuvre uniquement
Effectif total mobilisable (ETP)	Selon besoin du client
Modalités pratiques	Devis gratuit sur demande
Couverture géographique	31 Zone Sud du département

ATOUT SERVICE

Infos clés

Raison sociale	ATOUTS SERVICES
Sigle	 Atouts Services «A votre service depuis plus de 20 ans »
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	AI
Conventionnement IAE	<input checked="" type="checkbox"/> Conventionnement IAE
Téléphone	05.62.57.70.00
Email	<a href="mailto:atoutsservices31@gmail.com">atoutsservices31@gmail.com</a>
Email	<a href="mailto:direction.atoutsservices@gmail.com">direction.atoutsservices@gmail.com</a>
Adresse postale	157, avenue Jean Rieux (31500, TOULOUSE)

Infos économiques

Effectif total (ETP)	7,47
Effectif d'encadrement (ETP)	2,0
Nombre de salariés en insertion (ETP)	5,47
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an 2012	55,0

Offres

<b>Offre</b>	
Secteur d'activité	. Environnement et espace verts • Services aux entreprises et collectivités . Services à domicile
Description succincte	Mise à disposition de personnel à titre onéreux
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : manutention, ouvriers espaces verts, entretien, nettoyage de locaux, aide en restauration collective, nettoyage à domicile.
Cibles client	[ - ] Entreprises marchandes et structures non marchandes. [ - ] Particuliers [ - ] Secteur public
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition de personnel, qu'elles salarient. Le matériel est fourni par les clients
Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande • L'association Intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur •  salarie(e) • Contrôle satisfaction du client • Etablissement facture (association non assujettie à la TVA) • Pas d'intervention inférieure à 2h00.
Couverture géographique	Principalement 31400 et 31500 avec quelques structures en proche périphérie de Toulouse



Raison sociale	ENTRAIDE PARTAGE ET TRAVAIL
	
Affichage préféré	[ 4 ] Raison sociale [ ] Sigle
Date de création	1990
Statut Juridique	Association
Type de structure ESS	
Type de structure IAE	AI
Conventionnement IAE	[ x ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ x ] Services à la personne
N° SIRET	38358014900011
Courriel préféré	contact@entraide-partage.com (ENTRAIDE PARTAGE ET TRAVAIL)
Téléphone préféré	05.61.86.78.22 (ENTRAIDE PARTAGE ET TRAVAIL)
Fax	05.61.86.47.70
Adresse postale préférée	11 Rue Principale, 31820, PIBRAC
Siège social	<b>Jours et horaires d'ouverture</b> 9h à 12h et de 14h30 à 17h30 du lundi au vendredi
Président	TOUZEAU Jean
Directrice	HILLION Margot
Permanences :	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fonsorbes : permanences lundi et mercredi de 10h à 12h, vendredi de 14h à 16h</li><li>- Lèguevin - Brax : permanences lundi de 10h à 12h, mercredi et vendredi de 14h30 à 16h30</li><li>- Légnac : permanences lundi de 9h30 à 11h30, mercredi et vendredi de 14h30 à 16h30</li><li>- Mondonville : permanences lundi et mercredi de 9h30 à 11h30</li><li>- Plaisance du Touch : permanences mercredi et vendredi de 9h30 à 12h</li><li>- Saint Lys : permanence mardi de 10h à 12 h</li><li>- La Salvétat St Gilles : permanences mardi de 9h30 à 11h30 et jeudi de 14h à 16h</li></ul>

Informations économiques

Chiffre d'affaire annuel	417 000 €
Effectif total (ETP)	16.40
Effectif de production (ETP)	13.04
Effectif d'encadrement (ETP)	3.35
Nombre de salariés en insertion (ETP)	13.04
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	100

Description

Mise à disposition de personnel à titre onéreux	
Plus-value sociale et environnementale	Moyen d'insertion et de formation pour des personnes motivées Développement de l'emploi local
Thématiques	[ ] Circuit court [ ] Commerce équitable [ ] Habitat groupé

Garanties

CEDRE, démarche qualité développée par la fédération COORACE à l'attention de l'ensemble des entreprises de l'économie sociale et solidaire agissant pour l'emploi et l'insertion

Références

Client	De	A	Prestations
Mairie de PIBRAC	1993	2014	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie de MONDONVILLE	2010	2014	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie de LEVIGNAC	1994	2014	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie du CASTERA	2012	2014	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie de BRAX	2002	2014	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie d'EMPEAUX	2003	2004	Remplacement de personnel : entretien espaces verts, voirie.
Mairie de LASSERRE	2007	2008	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie de ST PAUL	2002	2002	Remplacement de personnel : cantine, CLAE, entretien de locaux
Mairie de SAIGUEDE	2006	2010	Remplacement de personnel : entretien espaces verts, voirie.
Mairie de FONSORBES	2013	2014	Remplacement de personnel : entretien espaces verts, voirie.
YMCA	2013	2014	Déménagement
ESAT FOYER CLERMONT CAPELAS FONTENILLES	2010	2014	Remplacement de personnel : cuisine, entretien de locaux
Crèches PIBRAC /LEGUEVIN /MONDONVILLE	1999	2014	Entretien de locaux et du linge
Sivu cuisine centrale LEVIGNAC	2012	2013	Remplacement personnel de cantine
SIVOM ST LYS	2009	2011	Remplacement de personnel : entretien de locaux
Maison de retraite LA HOULETTE PIBRAC	2004	2006	Remplacement de personnel pour l'entretien, distribution des repas et couture
Etablissement ASEI BRAX	2010	2010	Entretien des locaux, blanchisserie

Relations

Membre	-Réseau Coorace
Membre	-Union départementale des associations intermédiaires de Haute Garonne Ressources et territoires MCEF Colomiers

Offres de service

Secteur d'activité	• Environnement et espaces verts • Collecte, traitement, recyclage déchets • Services aux entreprises et collectivités
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : secrétariat, manutention, manoeuvre, ouvriers espaces verts, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs etc. ).
Cibles client	[ x ] Entreprises [ x ] Particuliers [ x ] Secteur public
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition de personnel, qu'elles salarient. Le matériel est fourni par les clients
Effectif total mobilisable (ETP)	10
Modalités pratiques	• Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande • L'association intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur • L'utilisateur reçoit une facture mensuelle ou à l'issue de la mise à disposition du salarié(e) • Contrôle satisfaction du client • Pas d'intervention inférieure à 1h00.
Couverture géographique	Cantons de Saint-Lys et de Lèguevin en totalité (21 communes) Cantons de Grenade (7 communes), de Cadours (4 communes) et de Blagnac (2 communes)



Raison sociale	Inter Relais
Affichage préféré	[4x] Raison sociale [ ] Sigle
Date de création	Janvier 1988
Statut Juridique	Association loi de 1901
Type de structure IAE	<b>AI association Intermédiaire</b>
Conventionnement IAE	[ x ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Site web	www.inter-relais.asso.fr
N° SIRET	34523515400019
Courriel préféré	accueil@inter-relais.asso.fr (Inter Relais) accueil.chatry@inter-relais.asso.fr
Téléphone préféré	05.61.16.30.40 (Inter Relais)
Fax	05.61.16.30.41
Adresse postale préférée Siège social	7, rue Bacquié Fonade (31700, BLAGNAC) 9-12H00, 14-17H00- Fermé le mardi matin
Antenne	51, Av de Saint Exupéry- Toulouse 9-12H00, 14-17H30- Fermé le mardi matin
Présidente	Jallier Annie
Contacts	05 61 16 30 40
Directrice	Chatry Isabelle
Contacts	05 61 16 30 40 / i.chatry@inter-relais.asso.fr

Informations économiques

Chiffre d'affaire annuel	1200000 €
Effectif total (ETP)	48
Effectif de production (ETP)	
Effectif d'encadrement (ETP)	9
Nombre de salariés en insertion (ETP)	39.0
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	170

Description

<b>Depuis 20 ans</b> , nous proposons à nos clients professionnels- entreprises, professions libérales, associations et collectivités - des <b>solutions adaptées à leurs besoins en personnel</b> . Nous facilitons également le quotidien de centaines de familles en répondant à leurs demandes pour des missions à leurs domiciles d'emplois familiaux ou de manutention, bricolage,...	
Plus value sociale et environnementale	Contribution à l'insertion socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi de l'agglomération de Toulouse.

Mots clés	Acteur de l'Economie sociale et solidaire, insertion professionnelle, simplicité administrative, souplesse,
Thématiques	[ ] Circuit court [ ] Commerce équitable [ ] Habitat groupé

Garanties

CEDRE- Démarche qualité Cèdre, initiée par la Fédération COORACE- Engagement dans une démarche de certification ISO 9001
--

Références

Client	Prestations
Copropriétés Collectivité	Ouvrier de nettoyage de locaux remplacement de personnel : manutentionnaire, agent d'entretien, agent administratif, hôte(sse) d'accueil, agent de passage protégé, agent de voirie

Relations

Membre membre	Réseau Coorace Union départementale des associations intermédiaires de la Haute-Garonne
------------------	--

Offres de service

Secteur d'activité	• <b>Environnement et espace verts</b> • <b>Collecte, traitement, recyclage déchets</b> • <b>Services aux entreprises et collectivités</b> • <b>Hôtellerie restauration</b> • <b>Grande distribution</b>
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité sur les métiers tels que : secrétariat, manutention, manœuvre, ouvriers espaces verts, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs etc...
Cibles client	[x ] Entreprises [x ] Particuliers [x ] Secteur public
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition de personnel, qu'elles salariant. Le matériel est fourni par les clients
Effectif total mobilisable (ETP)	
Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande •L'association Intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur • L'utilisateur reçoit une facture mensuelle ou à l'issue de la mise à disposition du salarié(e) • Contrôle satisfaction du client •Pas d'intervention inférieure à 2h00.
Couverture géographique	Arrondissement de Toulouse
Mots clés	Blagnac, Toulouse, remplacement de personnel, surcroît d'activité

## ICART INTER SERVICE

Raison sociale	ICART INTER SERVICE
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	Association Intermédiaire
Conventionnement IAE	[ oui ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ oui ] Services à la personne
Site web	www.icart-inter-service.fr
Courriel	icartinter.service@free.fr
Téléphone	0534259420
Adresse postale	80 chemin Lapujade 31200 Toulouse

## Informations économiques

Effectif total (ETP)	31
Effectif de production (ETP)	26
Effectif d'encadrement (ETP)	5
Nombre de salariés en insertion (ETP)	26
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	195

## Offres de service

Secteur d'activité	Services à la personne Services aux organismes : nettoyage de locaux, maintenance, petits travaux
Cibles client	Entreprises
Modalités pratiques	Mise à disposition de personnel
Couverture géographique	Toulouse et communes périphériques



<b>Raison sociale</b>	<b>LA PASSERELLE</b>
Date de création	1990
Statut Juridique	Association Loi 1901
Courriel	accueil@lapasserelle31.fr
Téléphone	05.62.74.04.09
Fax	05 62 74 04 10
Adresse postale siège	1, rue de Provence 31770 COLOMIERS
<b>Type de structure IAE</b>	<b>Association Intermédiaire</b>
Conventionnement IAE	Oui
Site web	www.lapasserelle31.fr
N° SIRET	38073036600032

**Effectif :**

Effectif total (ETP)	48
Effectif d'encadrement (ETP)	12
Nombre de salariés en insertion (ETP)	36
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	348

**Description :**

Description	La Passerelle est agréée par la Préfecture de la Haute-Garonne depuis 1990, pour mener une mission d'insertion socioprofessionnelle dont le contenu est « accompagner, selon la démarche CEDRE, les demandeurs d'emplois en difficultés dans leur parcours d'insertion par un dialogue, une aide dans leur projet professionnel ou dans leurs démarches sociales, et par des contrats de travail tant dans les entreprises, associations ou collectivités locales que chez les particuliers ». La mise à disposition et le suivi des personnes que nous mettons à disposition est assuré par des professionnels aidés de bénévoles.
Plus value sociale et environnementale	La Passerelle favorise le lien social et le développement local au travers de démarches valorisables dans le cadre des politiques de développement durable et de responsabilité sociétale (clauses d'insertion notamment)


**Offre aux Entreprises, Collectivités et Particuliers**

Secteur d'activité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services aux entreprises et collectivités : environnement et espace verts, collecte, traitement, recyclage déchets, nettoyage de locaux, déménagement, cuisine et plonge,</li> <li>Services à la Personne (ménage / repassage, jardinage, garde d'enfants de plus de trois ans, aide aux devoirs)</li> </ul>
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : secrétariat, manutention, manœuvre, ouvriers espaces verts et agents de voirie, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs, restauration, employé ELS etc.). Marché public avec clauses d'insertion.
Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande. L'association Intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur. L'utilisateur reçoit une facture mensuelle à l'issue de la mise à disposition du salarié(e) (association non assujettie à TVA). Contrôle satisfaction du client et accompagnement du salarié sur site. Pas d'intervention inférieure à 2h00.
Couverture géographique	Toulouse Métropole et périmètre de 10 Km alentour.

**eux**

Lieu	Téléphone	Jours et horaires d'ouverture
1, rue de Provence 31770 COLOMIERS Siège social	05 62 74 04 09	Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 / 14h à 17h
2 bis, place de l'Eglise 31100 TOULOUSE Saint-Simon	05 61 86 14 75	Les mardis, mercredi et jeudi de 8h30 à 11h45
20 place Roguet 31300 TOULOUSE Saint-Cyprien	05 61 59 16 39	Les lundis matin de 8h30 à 12h15
2 passage Julien Forgues 31100 Toulouse Les Pradettes	05 62 14 11 28	Les vendredis de 8h30 à 11h45.
2 place Sauvegrain 31100 TOULOUSE Lardenne	05 61 49 74 58	Les vendredis après-midi, de 14h à 17h.
5 rue Paul Valéry 31170 TOURNEFEUILLE	05 61 86 65 55	Tous les jours de 14h à 17h, sauf le lundi de 9h à 12h

OXYGÈNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE

Raison sociale	Oxygène association intermédiaire
	A.I. Oxygène
	
Statut Juridique	association
Type de structure IAE	association intermédiaire
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Président	En attente d'élection
Directrice	SAVIGNAC Marie-Pierre
Courriel préféré	<a href="mailto:ass.int.oxygene@wanadoo.fr">ass.int.oxygene@wanadoo.fr</a>
Téléphone préféré	05.61.27.07.31
Adresse postale préférée	AI Oxygène : Place Ancienne Gendarmerie – Rue de la République 31290 Villefranche de Lauragais

Informations économiques

Effectif total (ETP)	7
Effectif de production (ETP)	5
Effectif d'encadrement (ETP)	2
Nombre de salariés en insertion (ETP)	5
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	56

Offres de service

Secteur d'activité	Services de proximité
Description	Ménage, repassage, garde d'enfant de + 3ans, petits travaux, courses, jardinage, déménagement, surcroît d'activité, remplacement, manutention, entretien des bureaux, inventaires, archivage, distribution publicitaire,....
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public (collectivités) Association
Moyens techniques disponibles	Un véhicule mis à disposition pour nos salariés
Effectif total mobilisable (ETP)	5
Modalités pratiques	Devis sur demande
Couverture géographique	Canton Villefrancois, canton Naillousain, canton d'Auterive

## LE TREMPLIN



Raison sociale	<b>LE TREMPLIN</b>		
Affichage préféré	[ 4 ] Raison sociale	[ ] Sigle	
Date de création	Juillet 1990		
Statut Juridique	Association		
Type de structure IAE	<b>AI</b>		
Conventionnement IAE	[ x ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ x ] Services à la personne		
Site web	www.letremplin31.com		
N° SIRET	37966556500014		
Courriel préféré	letremplin31@letremplin31.com (LE TREMPLIN)		
Téléphone préféré	05.61.81.90.41 (LE TREMPLIN)		
Fax	05.62.71.01.56		
Adresse postale préférée	Résidence les Ormes, bât A1, 31320, CASTANET TOLOSAN		
Siège social	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et du lundi au jeudi : 13h30 - 16h30		
Présidente	CABAL SCHNEIDER Marie Françoise		
Directrice	FENOY Céline		
Coordonnées directrice	Téléphone	05 61 81 96 19	Information ciblée vers les professionnels
	Fax	05 62 71 01 56	
	Email	direction@letremplin31.com	

### Informations économiques

Chiffre d'affaire annuel	1754900 €
Effectif total (ETP)	62.3
Effectif d'encadrement (ETP)	10.3
Nombre de salariés en insertion (ETP)	52.0
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	318
Garanties	CEDRE

### Description

Le Tremplin est une **Association Intermédiaire (loi 1901)**, créée le 5 Juillet 1990, qui a pour objet l'insertion professionnelle de personnes sans emploi, au moyen de leur mise à disposition salariée auprès d'entreprises, de collectivités, d'associations, de particuliers.

Les mises à disposition concernent des postes d'agents d'entretien de locaux, de domiciles, d'espaces verts, de jardins, d'aides de cuisine, de manutentionnaires, de rippers, d'agents de voirie...

Plus-value sociale et environnementale	L'accompagnement à l'insertion professionnelle s'appuie sur la démarche qualité Cédre, centrée sur l'évolution des parcours individuels. Des accompagnements sur postes de travail et des formations internes et externes sont mis en œuvre pour favoriser l'adaptation des demandeurs d'emploi aux pré-requis des postes à pourvoir sur le marché du travail ordinaire.
--	--

Thématiques [ ] Circuit court, [ ] Commerce équitable, [ ] Habitat groupé

### Références

Client	De l'année	A l'année	Prestations
Communauté Urbaine Grand Toulouse	Depuis 2009, en marché public (art. 30)		Remplacement de rippers et agents de voirie
Plusieurs étb de l'AGAPEI	Depuis 1994, pour les plus anciens		Remplacement de personnel en entretien de locaux, en cuisine (employés polyvalents), en lingerie...
Entreprise Transparence	Depuis 2003		Remplacement ou accroissement temporaire d'activité de postes de manutentionnaires
Entreprise Coucoureux	Depuis 2001		Remplacement ou surcroît temporaire d'activité de postes d'agent d'entretien de locaux, d'aide administrative, d'agent de nettoyage
Bourdarrios Bâtiment	Depuis 2013		Remplacement ou accroissement temporaire d'activité de postes de coffreur-bancheur

### Relations

Source	Type de relation
Membre	-Réseau Coopare
Membre	-Union départementale des associations intermédiaires de Haute Garonne

### Offres de services

Secteur d'activité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services aux entreprises et collectivités</li> <li>Nettoyage de locaux</li> <li>Restauration collective</li> <li>Environnement et espace verts</li> <li>Collecte, traitement, recyclage déchets</li> </ul>
Description	Remplacement de personnel absent, surcroît d'activité (sur les métiers tels que : secrétariat, manutention, manœuvre, ouvriers espaces verts, ouvriers du bâtiment, de l'industrie, entretien locaux, chauffeurs etc. ).
Cibles client	[x] Entreprises [x] Particuliers [x] Secteur public
Moyens techniques disponibles	Conformément à la législation les associations intermédiaires mettent à disposition de personnel, qu'elles salarient. Le matériel est fourni par les clients.
Effectif total mobilisable (ETP)	10 ETP
Modalités pratiques	Contact téléphonique ou mail pour demande d'intervention. Estimation des besoins sur demande • L'association intermédiaire recrute et assure toutes les formalités et obligations dévolues à la fonction d'employeur • L'utilisateur reçoit une facture mensuelle relative au temps de travail du salarié mis à disposition • Contrôle satisfaction du client • Pas d'intervention inférieure à 1h00.



# ENTREPRISES D'INSERTION

## ABN

<b>Raison sociale</b>	<b>ABN Midi-Pyrénées</b>
	
<b>Statut Juridique</b>	SARL
<b>Type de structure IAE</b>	EI
<b>Conventionnement IAE</b>	[4 ] Conventionnement IAE : 28/02/2008, [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
<b>Site web</b>	www.abn31.fr
<b>Directeur</b>	Kaddouri Omar
<b>Courriel</b>	abnmidipyrenees@free.fr
<b>Téléphone</b>	05.67.00.65.42
<b>Adresse postale</b>	36, Allée de Bellefontaine 31100 Toulouse


### Informations économiques

Effectif total (ETP)	4.9
Effectif permanents (ETP)	3.5
Nombre de salariés en insertion (ETP)	1.4
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	4

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Peinture/Sol/Nettoyage</b> : Bâtiment second œuvre/Nettoyage/Espaces verts
<b>Description</b>	Peinture Int/Ext, Tapisserie, Déco, Sol souple, Parquet, Carrelage, Faïence, Petites Plomberie, petite maçonnerie, Nettoyage générale, Nettoyage espace vert et ruisseaux
<b>Moyens techniques disponibles (matériels)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ L'entreprise dispose de 3 véhicules utilitaires</li> <li>➢ 1 échafaudage Docker 150 H14m avec base réglable</li> <li>➢ 2 échafaudages H: 5m à 7m</li> <li>➢ 3 ponceuses électriques</li> <li>➢ Ponceuse girafe</li> <li>➢ 1 nettoyeur haute pression thermique</li> <li>➢ Matériel divers en double pour chaque salarié</li> <li>➢ 1 pompe Airless</li> <li>➢ 1 turbine basse pression</li> <li>➢ 1 machine à projection de gouttelette</li> <li>➢ Ponceuse Mono Brosse</li> <li>➢ Scie circulaire Radiale</li> <li>➢ Marteaux piqueurs, Peseuses, Visseuses, Perforateurs</li> <li>➢ 3 Soudeurs (LEISTER) pour Joint à Chaud</li> <li>➢ Robot à souder</li> <li>➢ Malaxeurs, Aspirateurs</li> <li>➢ Portique Dérouleur pour PVC</li> <li>Divers Petits Outillages pour travaux sol et Ragréage</li> <li>➢ Aspirateur</li> <li>➢ Mono brosse</li> <li>➢ Injecteur extracteur</li> <li>➢ Auto laveuse</li> <li>➢ Chariots</li> <li>➢ Aspirateur nettoyeur</li> <li>➢ 1 nettoyeur haute pression</li> </ul>
<b>Effectif total mobilisable</b>	5 ETP au minimum
<b>Modalités pratiques</b>	Devis sur demande, Appel d'offre publique, sous traitance
<b>Couverture géographique</b>	Midi Pyrénées et plus selon le marché
<b>Mots clés</b>	Peinture-sol-nettoyage

## AID SERVICE

<b>Raison sociale</b>	<b>AID Services</b>
	
<b>Statut Juridique</b>	SAS
<b>Type de structure IAE</b>	EI
<b>Conventionnement IAE</b>	[4 ] Conventionnement IAE, [ ] Secteur adapté et protégé, [ ] Services à la personne
<b>Site web</b>	www.aid-services-sas.com
<b>Directeur de Production</b>	Jean-Marc DUVAL
<b>Courriel préféré</b>	contact@aid-services-sas.com
<b>Téléphone préféré</b>	05 62 47 11 11
<b>Adresse postale préférée</b>	19 av Didier Daurat, 31400 Toulouse


### Informations économiques

Effectif total (ETP)	104.3
Effectif permanents (ETP)	85
Nombre de salariés en insertion (ETP)	19.3
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	50

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	Nettoyage industriel
<b>Description</b>	Bureau, métro, entrepôt
<b>Cibles client</b>	Entreprises Secteur public
<b>Moyens techniques disponibles</b>	véhicules pour se déplacer sur site, produits techniques, équipement spécialisé
<b>Effectif total mobilisable</b>	80
<b>Modalités pratiques</b>	Contact et RDV pour devis personnalisé, réponses aux appels d'offre
<b>Couverture géographique</b>	Toulouse et ses environs

## ALTERN' MOBIL

<b>Raison sociale</b>	<b>ALTERN'MOBIL</b>
	
Statut Juridique	SCIC
Type de structure IAE	<b>EI</b>
Conventionnement IAE	<input checked="" type="checkbox"/> Conventionnement IAE <input type="checkbox"/> Secteur adapté et protégé <input type="checkbox"/> Services à la personne
Site web	<a href="http://www.alternmobil.net">www.alternmobil.net</a>
Directeur de Production	Cyril Marcerou
Courriel préféré	contact@alternmobil.net
Téléphone préféré	05.61.48.06.35
Adresse postale préférée	3 grande rue St Nicolas, 31300 Toulouse


### Informations économiques

Effectif total (ETP)	5.3
Effectif permanents (ETP)	2.7
Nombre de salariés en insertion (ETP)	2.6
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	10

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Transports de biens et de personnes</b>
Description	Transport écologique urbain, communication événementiel
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	Véhicules électriques, colibus, biclou
Effectif total mobilisable	2
Modalités pratiques	Contact et RDV pour devis personnalisé
Couverture géographique	Toulouse

CORUDO

Raison sociale	CORUDO
Affichage préféré	<div><div></div><div><div>CORUDO</div><div></div></div></div>
Date de création	Mai 2004 et début d'activité Janvier 2005
Statut Juridique	SAS
Type de structure IAE	EI
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Site web	www.corudo.fr
N° SIRET	453 408 999 00010
Courriel préféré	corudo@corudo.fr
Téléphone préféré	05 61 97 67 37
Adresse postale préférée	ZI de Naudon, 31390 CARBONNE Lundi au Vendredi de 8h00 18h00
Président	PONTI Olivier

Informations économiques

Effectif total (ETP)	42.4
Effectif permanents (ETP)	34.7
Nombre de salariés en insertion (ETP)	7.7
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	17

Description

Description	Collecte, Bâtiment, industrie par benne ou par du personnel dédié, puis tri sur un centre en propre autorisé en préfecture
Plus value sociale et environnementale	Fort taux de valorisation des déchets, donc dans le sens de la protection environnementale, nombreux postes proposés à des personnes pas qualifiées, entreprise indépendante. Entreprise d'insertion
Mots clés	Collecte, déchet, environnement
Thématiques	[ ] Circuit court [ ] Commerce équitable [ ] Habitat groupé

Garanties

Garanties (ex ISO AFNOR, Agrément et certification ...)	Autorisation Préfectorale d'exploiter un Centre de Tri de Déchets pour 40.000 t par an . Enregistrement Préfectorale pour le Transport et le Négoce de Déchets Dangereux et Non Dangereux .
---	--

Prises

	Prestations
prises de Bâtiment allant de l'Artisan au (GA, MAS, Vinci, Eiffage, DV action) ins	Collecte et Tri de Déchets
prises Publiques (Tisséo, Hôpital nt)	Apport direct de Déchets sur le Centre de Tri Collecte, Gestion et Tri de Déchets

ns

	Type de relation	Cible
-MP	Adhérent	Fédération des EI/ETI de MP Fédération des Recycleurs du BTP
reprises	Adhérent	Fédération des Entreprises de l'Environnement de MP Fédérations d'entreprises avec RSE
ises d'Avenir	Adhérent	

de service

ir d'activité	Collecte et Tri de déchets, Bâtiment, Industrie
tion	Collecte par benne ou par du personnel dédié, puis tri sur un centre en propre autorisé en préfecture
lient	[X] Entreprises [ ] Particuliers [X] Secteur public
techniques bles	9 Camions, 600 bennes, Centre de tri sur terrain de 15.000 m2
total mobilisable	42 ETP en Février 2014
és pratiques	Devis pour prestations spécifiques, sinon tarifs
ture géographique	31, 32, 65, 09, 11, 82, 81
és	Déchets, environnement, collecte

ENVIE TOULOUSE

Raison sociale	Envie Toulouse Midi Pyrénées
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	EI
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Site web	http://www.envie.org/
Directeur Général	ZEITOUN Franck
Directrice adjointe	HERONVILLE Cindy
Courriel préféré	cindy.heronville@envie.org
Téléphone préféré	05.34.61.22.86
Adresse postale préférée	29, bd Thibaud (31100, Toulouse)

Informations économiques

Effectif total (ETP)	27.81
Effectif permanents (ETP)	8.11
Nombre de salariés en insertion (ETP)	19.7
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	42

Offres de service

Secteur d'activité	Vente électroménager
Description	Vente d'appareils électroménagers garantis 1 an (réfrigérateur, plaque de cuisson, lave vaisselle, lave linge...)
Cibles client	Particuliers
Moyens techniques disponibles	Un atelier de rénovation et une salle de vente
Effectif total mobilisable (ETP)	25
Couverture géographique	Toulouse, Montauban, Auch
Mots clés	Vente électroménagers, rénovation, garantie

ENVIE 2<sup>e</sup> MP SAS

Raison sociale	Envie 2 <sup>e</sup> MP SAS
Statut Juridique	SAS
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Site web	www.envie.org
Directeur Général	ZEITOUN Franck
Directrice adjointe	HERONVILLE Cindy
Courriel préféré	franck.zeitoun@envie.org
Téléphone préféré	05.34.63.10.49
Adresse postale préférée	19/21, ave du Bois Vert (31120, Portet/Garonne)

Informations économiques

Effectif total (ETP)	61.09
Effectif permanents (ETP)	17.89
Nombre de salariés en insertion (ETP)	43.20
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	84

Offres de service

Secteur d'activité	Traitement de déchets
Description	Collecte et traitement des Déchets Electriques et Electroniques auprès des entreprises et des eco-organismes
Cibles client	Entreprises Secteur public
Moyens techniques disponibles	Une chaîne de démantèlement d'écrans et d'écrans plats Une chaîne de démantèlement de Petit Appareil en Mélanges Une flotte de camion PL pour assurer la collecte des déchets électroménagers
Effectif total mobilisable	50 ETP
Modalités pratiques	Demande de devis pour tout enlèvement de déchets électroniques à cindy.heronville@envie.org
Couverture géographique	Midi Pyrénées
Mots clés	Déchets, électroménagers, traitement, collecte

## ENVOI-OPS

Raison sociale	ENVOI-OPS
Date de création	01 <sup>er</sup> juillet 2010
Statut Juridique	SASU
Type de structure IAE	Entreprise d'insertion
Conventionnement IAE	Conventionnement DIRECTTE - Insertion par l'Activité Économique
Site web	<a href="http://www.envoi-toulouse.fr">www.envoi-toulouse.fr</a>
Directeur Général	Georges LOZANO
Relations extérieures et commerciales	Cédric GONZALEZ
Courriel préféré	<a href="mailto:secretariat@envoi-toulouse.fr">secretariat@envoi-toulouse.fr</a>
Téléphone préféré	05 61 43 27 34
Adresse postale préférée	5 cheminement Christophe Glück 31100 TOULOUSE

## Informations économiques

Chiffre d'affaire	4,7 M€
Effectif total (ETP)	87
Effectif de production (ETP)	67
Effectif d'encadrement (ETP)	20
Nombre de salariés en insertion (ETP)	30
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	54

## Offres de service

Secteur d'activité	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Prestations techniques pour l'aéronautique et l'espace</li> <li>➢ Désimmobilisation et valorisation de matériels informatiques</li> <li>➢ Vente informatique, dépannage et maintenance</li> <li>➢ Relève de compteurs d'énergie (électricité, gaz et eau)</li> </ul>
Description	<p><b>ENVOI-OPS est une entreprise certifiée selon les normes ISO 9011 et EN 9100.</b></p> <p><b>RELEVÉ DE COMPTEURS D'ÉNERGIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la tournée de relève</li> <li>• Saisie informatique des faits marquants de la journée pour analyse</li> <li>• Relève des compteurs et/ou dépôt de cartes d'auto-relève</li> <li>• Réparation et/ou changement de portes de coffrets</li> </ul> <p><b>DESIMMOBILISATION ET VALORISATION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enlèvement physique des matériels</li> <li>• Gestion de stocks multiples de matériels clients sur site</li> <li>• Mise à jour des fichiers clients</li> <li>• Tri des divers matériels</li> <li>• Rachat et réhabilitation des matériels pouvant être réutilisés</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déconstruction de DEEE Industriels</li> <li>• Délivrance de bordereaux de suivi de déchets</li> </ul> <p><b>VENTE INFORMATIQUE DEPANNAGE &amp; MAINTENANCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenance des matériels vendus et de ceux des particuliers</li> <li>• Remise en état et mise à la vente en boutique</li> </ul> <p><b>PRESTATIONS TECHNIQUES POUR L'AÉRONAUTIQUE ET L'ESPACE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose d'outillages d'essais</li> <li>• Pose d'équipements : écrans, calculateurs,...</li> <li>• Contrôles oxygène, eau, anémométrie, toboggans</li> <li>• Contrôles sièges électriques, vidéo, audio</li> <li>• Vérification éclairage complet avion, appel hôtesse, issues de secours</li> <li>• Essais complets de continuité électrique, isolement : Power On (mise sous tension de l'avion)</li> <li>• Mesures fibre optique, COAX</li> <li>• Essais sous ESAO (Essais assistés par ordinateur)</li> <li>• Lecture de plans</li> <li>• Recherche de pannes</li> <li>• Dépannage</li> </ul> <p>Clients : AIRBUS Operations, eRDF/GrDF, VEOLIA Eau, AIRBUS Group, Crédit agricole, Caisse d'épargne,...</p>
Cibles client	Grands comptes et PME
Moyens techniques disponibles	<p><b>Locaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Siège ENVOI Association et siège opérationnel ENVOI-OPS SAS (600 m<sup>2</sup>)</li> <li>• 1 atelier valorisation, réparation et boutique de vente (2344 m<sup>2</sup> sur un terrain de 13 500 m<sup>2</sup>)</li> </ul> <p><b>Véhicules</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 camions VL</li> <li>• 24 véhicules</li> <li>• 2 Engins élévateurs</li> </ul> <p><b>Équipement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Établis valorisation</li> <li>• Pont Bascule</li> <li>• 34 Téléphones mobiles</li> </ul>
Effectif total mobilisable (ETP)	33
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Réponses à appel d'offre Devis sur demande
Couverture géographique	Haute Garonne
Mots clés	Relève de compteurs, aéronautique, DEEE, vente informatique

## ENVOI HANDS

Raison sociale	ENVOI-HANDS
Date de création	02 janvier 2013
Statut Juridique	SASU
Type de structure	Entreprise adaptée
Conventionnement	DIRECTTE - Secteur adapté et protégé
Site web	<a href="http://www.envoi-toulouse.fr">www.envoi-toulouse.fr</a>
Directeur Général	Georges LOZANO
Relations extérieures et commerciales	Cédric GONZALEZ
Courriel préféré	<a href="mailto:secretariat@envoi-toulouse.fr">secretariat@envoi-toulouse.fr</a>
Téléphone préféré	05 61 43 27 34
Adresse postale préférée	5 cheminement Christophe Glück 31100 TOULOUSE

## Informations économiques

Chiffre d'affaire	380 000 €
Effectif total (ETP)	15

## Offres de service

Perspectives de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ GED (gestion électronique des documents)</li> <li>➢ Mise sous pli, mailing, routage</li> <li>➢ Secrétariat, travaux administratifs</li> <li>➢ Numérisation, saisie informatique</li> <li>➢ Electronique, électrotechnique</li> <li>➢ Contrôle Qualité, tri</li> <li>➢ Montage électrique, câblage</li> <li>➢ Stockage et préparation de commande</li> <li>➢ DEEE</li> </ul>
Description	<p><b>Les activités actuelles d'ENVOI-HANDS sont :</b></p> <p><b>Gestion électronique de commandes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appel de la commande (récupération de demandes d'achat et transfert via SAP)</li> <li>• Création de commandes dans SAP</li> <li>• Acheminement des commandes</li> <li>• Traitement d'accusés de réception de la part des fournisseurs</li> </ul> <p><b>Optimisation de processus de fabrication</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Observation des opérations d'assemblage</li> <li>• Management du plan d'action de résolution des problèmes</li> <li>• Participation à l'amélioration de l'environnement de travail (Organisation du poste de travail, Ergonomie, LEAN,...)</li> </ul> <p><b>Support technique logistique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des pièces en réparation</li> <li>• Etablissement de prévisionnels sur les retards</li> <li>• Suivi de litiges</li> </ul>

Cibles client	Grands comptes et PME
Moyens techniques disponibles	<p><b>Locaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hébergement au sein même du Siège ENVOI Association (600 m<sup>2</sup>)</li> <li>- Local de 270 m<sup>2</sup></li> </ul> <p><b>Équipement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Postes informatiques</li> <li>- Téléphones mobile</li> </ul>
Effectif total mobilisable (ETP)	15
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Réponses à appel d'offre Devis sur demande
Couverture géographique	Haute Garonne
Mots clés	<b>GED (gestion électronique des documents), travaux administratifs, électronique, électrotechnique, montage électrique, câblage, stockage et préparation de commande</b>

## GREENBURO

Raison sociale	<b>GREENBURO</b>
Statut Juridique	SCOP SARL
Type de structure ESS	SCOP
Type de structure IAE	<b>EI</b>
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Site web	<a href="http://www.greenburo.fr/">http://www.greenburo.fr/</a>
Gérant	POUPON Mathieu
Courriel préféré	<a href="mailto:contact@greenburo.fr">contact@greenburo.fr</a>
Téléphone préféré	05 62 30 09 53 (Accueil / Standard)
Adresse postale préférée	131, chemin du Sang de Serp 31200 Toulouse

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	15
Effectif de production (ETP)	8
Effectif d'encadrement (ETP)	5
Nombre de salariés en insertion (ETP)	8
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	12

### Offre de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Collecte de déchets valorisables</b>
Description	Collecte de déchets recyclables (papiers / cartons / bouteilles / bois / piles, etc., dans les entreprises, collectivités ; Collecte des cartons des commerçants du centre-ville)
Cibles client	Entreprises Secteur public
Moyens techniques disponibles	Fourgons, matériel de stockage et de manutention
Effectif total mobilisable (ETP)	15
Modalités pratiques	Intervention ponctuelle sur devis ; interventions régulières quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles (fréquence en fonction des besoins réels)
Couverture géographique	Région Midi-Pyrénées

## LA PIE VERTE

<b>Raison sociale</b>	<b>AUTEUIL INSERTION LA PIE VERTE</b>
Statut Juridique	SAS
Type de structure IAE	<b>EI</b>
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [     ] Secteur adapté et protégé [     ] Services à la personne
Site web	<a href="http://www.la-pie-verte.apprentis-auteuil.org">www.la-pie-verte.apprentis-auteuil.org</a>
Directeur de Production	Jean-Luc Gravier
Courriel préféré	<a href="mailto:lapieverte@apprentis-auteuil.org">lapieverte@apprentis-auteuil.org</a>
Téléphone préféré	05.61.85.25.58
Adresse postale préférée	9 avenue Latécoère, 31700 Cornebarrieu

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	18.14
Effectif permanents (ETP)	8.64
Nombre de salariés en insertion (ETP)	9.5
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	22

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Livraisons de repas et restauration type self</b>
Description	Self service
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	Camions réfrigérés, cuisine centrale, salle de restauration
Effectif total mobilisable (ETP)	12
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Réservations sur place ou par téléphone
Couverture géographique	Toulouse et environs

## LE RELAIS 31

<b>Raison sociale</b>	<b>LE RELAIS 31</b>
Statut Juridique	SCOP
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [     ] Secteur adapté et protégé [     ] Services à la personne
Site web	<a href="http://www.lerelais.org">www.lerelais.org</a>
Directeur Général	Benjamin Allie
Courriel préféré	<a href="mailto:LeRelais31@lerelais.org">LeRelais31@lerelais.org</a>
Téléphone préféré	09.64.43.11.20
Adresse postale préférée	328 av de Fronton, 31000 Toulouse


### Informations économiques

Effectif total (ETP)	3
Effectif de production (ETP)	2
Effectif d'encadrement (ETP)	1
Nombre de salariés en insertion (ETP)	2
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	4

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Collecte de textile</b>
Description	
Cibles client	Particuliers
Moyens techniques disponibles	Containers, camions
Effectif total mobilisable (ETP)	2
Modalités pratiques	
Couverture géographique	Toulouse et environs

## PONY

<b>Raison sociale</b>	<b>PONY</b>
	
Statut Juridique	SAS
Type de structure IAE	<b>EI</b>
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Site web	<a href="http://www.rives-dicostanzo.com">www.rives-dicostanzo.com</a>
Directeur de Production	François Dicostanzo
Courriel préféré	siae@rives-dicostanzo.com
Téléphone préféré	05.61.47.85.47
Adresse postale préférée	37 chemin du Prat Long, 31200 TOULOUSE

**Informations économiques**

Effectif total (ETP)	36.1
Effectif permanents (ETP)	21.3
Nombre de salariés en insertion (ETP)	14.8
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	27

**Offres de service**

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Déménagements administratifs, industriels et manutentions, location de véhicules avec conducteur, conservation de biens et stockage</b>
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	Camions, consommables (cartons de déménagement)
Effectif total mobilisable (ETP)	17
Modalités pratiques	Contact par téléphone
Couverture géographique	National

## SINEO

<b>Raison sociale</b>	<b>Sarl SOL'ECO</b>
Sigle	<b>SINEO</b>
Statut Juridique	SARL
Type de structure IAE	<b>EI</b>
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Site web	<a href="http://www.sineo.fr">www.sineo.fr</a>
Directeur de Production	BIDAUD Eric
Courriel préféré	toulouse@sineo.fr
Téléphone préféré	05 34 30 18 57
Adresse postale préférée	36 route d'Espagne, 31100 TOULOUSE

**Informations économiques**

Effectif total (ETP)	26.7
Effectif permanents (ETP)	15
Nombre de salariés en insertion (ETP)	11.7
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	19


**Offres de service**

Certification	AFAQ-AFNOR EI/ETTI
Secteur d'activité	Toutes entreprises dotées de véhicules
Description	Parc, flottes, commerce de véhicules, bus, camions ...
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	Kits et matériels de nettoyage, véhicules pour se déplacer sur site, local technique
Effectif total mobilisable (ETP)	20
Modalités pratiques	Contact et RDV de qualification, devis personnalisé et proposition d'organisation ou de solutions d'entretien de parc de véhicules
Couverture géographique	Toulouse et ses environs (30 kms)



## VÉLO SENTIMENTAL

### Infos clés

Raison sociale	LE VELO SENTIMENTAL
	
Statut Juridique	SARL
Type de structure IAE	EI
Conventionnement IAE	[ 4 ] Conventionnement IAE [     ] Secteur adapté et protégé [     ] Services à la personne
Site web	<a href="http://www.maisondulotoulouse.com">www.maisondulotoulouse.com</a>
Directeur de Production	Julien Dussol
Courriel préféré	<a href="mailto:contact@maisondulotoulouse.com">contact@maisondulotoulouse.com</a>
Téléphone préféré	05.34.42.92.51
Adresse postale préférée	12 bd Bonrepos, 31000 TOULOUSE

### Informations économiques


Effectif total (ETP)	8
Effectif permanents (ETP)	3
Nombre de salariés en insertion (ETP)	5
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	7

### Offres de service

Secteur d'activité	Restauration
Description	Cuisine traditionnelle
Cibles client	Entreprises Particuliers Secteur public
Moyens techniques disponibles	30 couverts
Effectif total mobilisable (ETP)	5
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Réservation en ligne ou téléphone
Couverture géographique	Toulouse

# ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION

## AIDAL 31

Raison sociale	<b>AIDAL 31</b>
	
Statut Juridique	Sarl
Type de structure IAE	<b>ETTI</b>
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Site web	www.aidal31.fr
N° SIRE	51934468300023
Téléphone	05.61.48.18.87
Fax	05.82.75.17.97
Email	ann.guyader@aidal31.fr
Adresse	60 rue de la république 31300, TOULOUSE


### Informations économiques

Effectif total (ETP)	20,16
Effectif d'encadrement (ETP)	2.58
Nombre de salariés en insertion (ETP)	17,58
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	85

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bâtiment et travaux publics &gt; Démolition, Maçonnerie, Menuiserie, charpentes, Revêtements, peinture, Plomberie, Electricité, Voirie, assainissement, Autres</li> <li>Restauration collective</li> </ul>
Description succincte	Mise à disposition de personnel en fin de parcours d'insertion dans le cadre de missions de travail temporaire.
Effectif total mobilisable(ETP)	15
Cibles client	Entreprises - Clauses sociales
Modalités pratiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à Disposition de Personnel avec une parfaite adéquation « besoin-offre »</li> <li>Inventaire systématique des aptitudes professionnelles</li> <li>La sélection des candidats basée sur la motivation, la capacité à respecter un engagement et le savoir être.</li> <li>Intervention tout au long de la mission</li> <li>Evaluations régulières</li> <li>Mise en œuvre des actions de formation qualifiantes</li> </ul>
	Contacts sur rendez-vous pour devis personnalisé
Couverture géographique	Toulouse et ses environs

## ID'EES INTERIM

Raison sociale	<b>ID'EES INTERIM</b>
	
Statut Juridique	SCIC
Type de structure IAE	<b>ETTI</b>
Conventionnement IAE	Conventionnement IAE
Courriel préféré	Interim.toulouse@groupeidees.fr
Téléphone préféré	05.34.33.52.01
Directrice	Marianne Cousinet
Adresse	31 rue du rempart Saint Etienne 31100 Toulouse

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	42
Nombre de salariés en insertion (ETP)	40 ETP
Effectif permanent	2
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	99 personnes

### Offres de services

<b>Secteur d'activité</b>	Tous secteurs d'activité Opérateur Clauses d'Insertion
Description	Travail temporaire d'insertion
Cibles client	Entreprises Secteur public
Effectif total mobilisable (ETP)	40 ETP
Modalités pratiques	Propositions commerciales/Accord Cadre Contact sur place ou par téléphone
Couverture géographique	Toulouse Métropole
Mots clés	Travail temporaire-Clauses d'Insertion

## OXYGÈNE INTÉRIM

Raison sociale	OXYGENE INTERIM
Statut Juridique	SAS
Type de structure IAE	ENTREPRISE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION
Conventionnement IAE	DIRECCTE
Site web	
N° SIRE	403 203 763 000 178
Téléphone	05 62 89 96 96
Fax	05 61 22 50 38
Email	oxygenejolimont@orange.fr
Adresse	
Effectif total (ETP)	34

### Informations économiques

Effectif d'encadrement (ETP)	4
Nombre de salariés en insertion (ETP)	30
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	60



### Offres de service

Secteur d'activité	BTP/ INDUSTRIE/ SERVICES
Description succincte	ACCOMPAGNEMENT PUBLIC ELOIGNE DE L'EMPLOI GRACE A UN SURENCADREMENT DU PERSONNEL PERMANENT FORME
Cibles client	[
Modalités pratiques	DEFINITION DES BESOINS ENTREPRISES ET RECRUTEMENT ADAPTE. FORMATIONS SI BESOIN.

# RÉGIE DE QUARTIER

## BELLEFONTAINE SERVICES

Raison sociale	<b>Bellefontaine Services Régie de Quartier</b>
Statut Juridique	Association loi 1901
Type de structure IAE	<b>Entreprise d'insertion</b>
Conventionnement IAE	
Directeur	Bruno GUILLET
Courriel préféré	accueil@rqbellefontaine.fr
Téléphone préféré	09.53.14.88.71
Adresse postale préférée	15 Allée de Bellefontaine / 31100 Toulouse

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	45
Effectif de production (ETP)	38
Effectif d'encadrement (ETP)	2
Nombre de salariés en insertion (ETP)	8.5
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	20

### Offres de services

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Nettoyage industriel, entretien espaces verts et voirie, second œuvre btp, travaux paysagers.</b>
Cibles client	Bailleurs sociaux, entreprise privée, ville de Toulouse
Moyens techniques disponibles	Véhicules de services, NHP, souffleur, tondeuse, kärcher,
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Devis sur demande, réponse appels d'offres,
Couverture géographique	Toulouse et communes environnantes

## DESBALS SERVICES

Raison sociale	<b>Desbals Services</b>
Statut Juridique	Association
Type de structure IAE	<b>Entreprise d'insertion et régie de quartier</b>
Conventionnement IAE	[ x ] Conventionnement IAE [ ] Secteur adapté et protégé [ ] Services à la personne
Site web	www.desbals-services.fr
Directeur	BIGORGNE Mélanie
Courriel	desbals-services@wanadoo.fr
Téléphone	05.62.14.12.55
Adresse postale	9 bis, rue Vestrepain (31100, Toulouse)

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	44,71
Effectif de production (ETP)	36,96
Effectif d'encadrement (ETP)	14,80
Nombre de salariés en insertion (ETP)	22,16
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	35,0

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Espaces verts</b>
Description	Entretien et aménagement d'espaces verts
Cibles client	Entreprises, syndics de copropriété Secteur public
Moyens techniques disponibles	Tondeuses autoportées, tondeuses autotractées, débroussailluses, taille-haies, aspirateur à feuilles
Effectif total mobilisable (ETP)	7
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Devis sur demande
Couverture géographique	Agglomération toulousaine

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Nettoyage</b>
Description	Entretien de parties communes, bureau, répurgation de conteneurs, vitrerie, remise en état
Cibles client	Entreprises, syndics de copropriété Secteur public
Moyens techniques disponibles	Autaloveuses, monobrosses, aspirateur à eau, nettoyeur haute-pressure, produits ECOLABEL
Effectif total mobilisable (ETP)	18
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Devis sur demande
Couverture géographique	Conventions annuelles : 31100 (hors Bellefontaine Reynerie)

	Remise en état, vitrerie : agglomération toulousaine
--	---

<b>Secteur d'activité</b>	<b>Encombrants</b>
Description	Débarrassage d'encombrants de tout type
Moyens techniques disponibles	1 camion benne
Effectif total mobilisable (ETP)	12
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Devis sur demande
Couverture géographique	Agglomération toulousaine

## EMPALOT SERVICE

Raison sociale	<b>EMPALOT SERVICES - REGIE DE QUARTIER</b>
Affichage préféré	
Statut Juridique	ASSOCIATION loi 1901
Type de structure IAE	<b>REGIE DE QUARTIER</b>
Conventionnement IAE	ENTREPRISE D'INSERTION ET ATELIER CHANTIER D'INSERTION
Directeur	ROLAND GUIRAUD
Courriel préféré	Empalot.toulouse@orange.fr
Téléphone préféré	05 61 25 64 45
Adresse postale préférée	4 RUE BIR-HAKEIM 31400 TOULOUSE

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	22.34
Effectif de production (ETP)	14.34
Effectif d'encadrement (ETP)	6.56
Nombre de salariés en insertion (ETP)	12.52
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	20

### Offres de service

<b>Secteur d'activité</b>	<b>NETTOYAGE ET ESPACES VERTS</b>
Cibles client	TOUT CLIENT
Moyens techniques disponibles	TOUS LES MOYENS ASSOCIES AU NETTOYAGE ET A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
Effectif total mobilisable (ETP)	10.48
Modalités pratiques (ex. devis sur demande, ...)	CONTACTER LA REGIE POUR PRISE DE RENDEZ-VOUS
Couverture géographique	TOULOUSE

## NOUVELLE RÉGIE NORD

Raison sociale	<b>« NOUVELLE REGIE NORD »</b>
Statut Juridique	SCIC
Type de structure IAE	Entreprise d'insertion
Conventionnement IAE	Depuis Novembre 2013
Directeur	Florence AMARDEIL
Courriel préféré	florence.amardeil@nouvelleregienord.com
Téléphone préféré	07 77 31 65 44
Adresse postale préférée	1, rue Antoine VAN DYCK BP 32007 3117 TOULOUSE CEDEX 2

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	8.75
Effectif de production (ETP)	7 (2 ETP effectif encadrement inclus dans effectif de production)
Effectif d'encadrement (ETP)	3.25
Nombre de salariés en insertion (ETP)	5
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	5

### Offres de service

Secteur d'activité	Nettoyage de locaux, entretien des espaces extérieurs / voirie
Cibles client	Public et privé / associatifs
Moyens techniques disponibles	Locaux bureaux et techniques / matériel adaptés aux travaux exécutés / véhicules NHP et plateau /
Effectif total mobilisable (ETP)	7
Modalités pratiques (ex devis sur demande,...)	Etude et réalisation de projets, devis sur demande après examen de la demande, réponse à des besoins de proximités ponctuels, soutien logistique aux associations y compris lors de manifestations locales, action de lien social (travail en collaboration avec la ville de Toulouse et l'ACSE)
Couverture géographique	Toulouse NORD et proche agglomération

## REYNERIE SERVICE

Raison sociale	<b>Reynerie services</b>
Statut Juridique	Association loi 1901
Type de structure IAE	<b>Régie de quartier</b>
Conventionnement IAE	Entreprise d'insertion
Directeur	J Francois RAVARY
Courriel préféré	reynerieservices@wanadoo.fr
Téléphone préféré	05 61 44 26 03
Adresse postale préférée	8 place andré abbal BP 23 634 31036 Toulouse

### Informations économiques

Effectif total (ETP)	49
Effectif de production (ETP)	38
Effectif d'encadrement (ETP)	11
Nombre de salariés en insertion (ETP)	29
Nombre de personnes en insertion accompagnées par an	40

### Offres de service

Secteur d'activité	Tous types de nettoyage intérieur/extérieur (voirie, espaces verts, immeubles, métro, bureaux, commerces, sites industriels, vitrerie nacelle, enlèvement graffitis, nettoyage suite à sinistres ...etc), Second œuvre bâtiment (peinture, carrelage...etc) Multiservices
Cibles client	Tous types de client, collectivités, PME et grandes entreprises, bailleurs
Moyens techniques disponibles	2 camion à plateau basculant, un nettoyeur haute pression 200 bars monté sur véhicule, véhicules utilitaires, autolaveuses, monobrosse, possibilité nacelle
Effectif total mobilisable (ETP)	38
Modalités pratiques (ex devis sur demande, ...)	Devis gratuit sur demande sur simple appel, réponse à appel d'offres
Couverture géographique	Toulouse, Haute Garonne et départements limitrophes

# TÊTES DE RÉSEAU DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

## CORACE MIDI-PYRÉNÉES



Nc

Vos coordonnées, le cas échéant des contacts privilégiés

Adresse postale : Marché d'Intérêt National – Boîte aux lettres N° 57

146, avenue des Etats-Unis – 31200 Toulouse

Tél : 05 62 14 49 96

E mail : [hmenard.cooracemp@orange.fr](mailto:hmenard.cooracemp@orange.fr)

Contacts privilégiés :

\* Hélène Ménard, Déléguée Régionale – 06 72 02 47 90

\* Nicolas Imberdis, Chargé de Mission – 06 84 36 02 61

Vos missions :

- + Faire le lien entre Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) / pouvoirs publics / acteurs de l'emploi / acteurs économiques
- + Participer aux instances de décision et de coordination liées aux politiques de l'emploi, de l'insertion et du développement économique local sur les territoires
- + Développer le professionnalisme des adhérents et la qualité du service rendu aux clients
- + Accompagner les porteurs de projets
- + Animer un réseau régional permettant la réflexion, l'échange et la mutualisation (groupes de travail régionaux, animations régionales, formations, services mutualisés ...)

Votre territoire d'intervention :

Région Midi Pyrénées

## UREI MIDI-PYRÉNÉES



**UREI Midi Pyrénées**

Adresse postale : 73 chemin de Mange Pommes, 31520 Ramonville St Agne

Tél : 05 61 73 14 14

E mail : [urei-mp@live.fr](mailto:urei-mp@live.fr)

**Contacts privilégiés :**

\* Karine ROUX, Secrétaire Générale – 06 14 59 42 25

\* Isis Thillaud, Assistante Admin et Comptable

L'UREI-MP, association Loi 1901, créée le 03/05/1985, est la fédération régionale des entreprises de production de biens ou de services, ou de travail temporaire conventionnées par l'Etat selon l'article L 5132 du Code du Travail. Elle est membre du CNEI, Comité national des Entreprises d'Insertion.

- Promeut le modèle économique des entreprises d'insertion pour favoriser le développement d'activités, pour faire connaître et reconnaître, le concept et les spécificités des EI - ETTI, comme porteur d'emplois pour tout(e)s
- Met en place des actions de soutien et de professionnalisation pour les entreprises adhérentes pour renforcer les compétences des salarié-e-s permanent-e-s et des salarié-e-s en parcours d'insertion.
- Sensibilise les acheteurs publics et privés aux clauses d'insertion pour que les SIAE développent et pérennisent leur activité économique. Apporte aux adhérents des moyens de diversifier leurs activités via la réponse aux marchés publics.
- Accompagne le développement, la consolidation et la diversification des entreprises adhérentes pour accroître leur impact sur l'emploi dans les territoires de Midi-Pyrénées.
- Accompagne les entreprises et leurs salarié(e)s dans la démarche de certification AFAQ-AFNOR et réalise des audits internes.
- Mutualise les pratiques sociales et expériences professionnelles des entreprises d'insertion pour valoriser, essayer et encourager la mise en place de ces savoirs faire et actions innovantes.
- Coordonne et structure le développement et l'animation des EI/ETTI directement liées à la création d'activités, à l'innovation et à l'expérimentation pour développer une offre d'insertion de qualité.
- Accompagne les porteurs de projet de création d'EI - ETTI
- Crée du lien pour mettre en place des partenariats entre les acteurs de l'IAE, de l'ESS et du secteur "classique". Faire reconnaître et essayer le concept de l'EI/ETTI pour optimiser la sortie vers l'emploi des salarié-e-s en parcours d'insertion
- Promeut et porte l'égalité des chances au travail.

**Notre territoire d'intervention : Région Midi-Pyrénées**

## LES GROUPEMENTS D'EMPLOYEUR POUR L'INSERTION ET LA QUALIFICATION

### GEIQ VERT TOULOUSAIN



#### GEIQ VERT TOULOUSAIN

*(Démarche de labellisation GEIQ auprès du CNE-Geiq engagée en 2013)*

8 rue Théron de Montaugé  
31200 TOULOUSE  
05 82 95 00 04

Muriel DOMINOT                      directrice, m.dominot@geiqvert.com

#### Les membres du Conseil d'Administration

Fabienne CASANABE	présidente
Caroline BECANNE	vice-présidente
Eric CAUSSAT	secrétaire
Armand MIRANDA	trésorier
Laurent RIEU	trésorier adjoint
Christian PETIT	secrétaire adjoint

**NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE** : le secteur des espaces verts essentiellement

#### **NOS MISSIONS**

- Le recrutement de publics rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi
- la mise à disposition de personnel recruté en contrat de professionnalisation auprès d'entreprises adhérentes (une quinzaine environ)
- L'accompagnement socio professionnel
- L'accompagnement en fin de parcours vers un emploi pérenne

#### **NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION :**

Toulouse et départements limitrophes



## GEIQ BTP 31



### GEIQ BTP 31

8 Rue Théron de Montaugé – 31 200 TOULOUSE

Téléphone bureau – 05.34.41.44.88

Frédérique de LARQUIER – Directrice – 06.30.64.28.41

Elise MARIE – Chargée d'affaires – 06.30.76.96.71

Pierre MAURICE - Chargé d'affaires – 06.40.59.59.55

Paule PARIENTE – Chargée de développement social – 06.78.48.26.59

Véronique OGBURN – chargée de formation et de recrutement – 06.78.39.03.41

SIHAM CHIKI – Chargée de l'administratif et RH

### NOS MISSIONS

Le GEIQ BTP 31 est un groupement d'employeur à vocation sociale dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Il met à disposition de ses entreprises adhérentes, des salariés qui bénéficient d'un accompagnement individualisé visant la qualification professionnelle et à terme un emploi pérenne en CDI.

2013, l'année de ses 20 ans le GEIQ BTP 31 compte 77 entreprises adhérentes et 86 salariés en parcours en alternance.

### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION :

La Haute - Garonne

## GEIQ PROPRETÉ TOULOUSE



### GEIQ Propreté Toulouse

Maison de la propreté  
21 Avenue Didier Daurat

31400 Toulouse

05.61.20.16.41

[www.geiq-proprete-toulouse.fr](http://www.geiq-proprete-toulouse.fr)

**Direction** : Irène DELAVEAU

### NOS MISSIONS

Le GEIQ Propreté Toulouse recrute, forme, accompagne, qualifie et professionnalise des demandeurs d'emploi dans le cadre de mises à disposition en entreprise en propreté. 70% des salariés ont un emploi à l'issue de leur parcours en alternance.

### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION

L'agglomération toulousaine

# LES ACTEURS INTERMÉDIAIRES DE L'EMPLOI

## CAP EMPLOI



Immeuble Anthyllis  
8 rue Paul Mesplé 31 100 Toulouse  
Tel : 05.34 40.91.91 Fax : 05.34 40.91.90  
Mail : [contact@capemploi31.com](mailto:contact@capemploi31.com) site internet : [www.capemploi31.com](http://www.capemploi31.com)

### Contacts privilégiés :

Sophie Crabette, Directrice Adjointe  
[s.crabette@capemploi31.com](mailto:s.crabette@capemploi31.com)

Stéphane Plesniarski, Chargé de mission collectivités territoriales  
[s.plesniarski@capemploi31.com](mailto:s.plesniarski@capemploi31.com)

### NOS MISSIONS :

Faciliter les placements des demandeurs d'emploi en situation de handicap

#### Pour la personne en situation de handicapé :

- Construire son parcours d'insertion professionnelle réaliste et son parcours de qualification, conformes aux attentes des employeurs.
- Optimiser sa recherche d'emploi

#### Pour les employeurs :

- les conseiller,
- leurs apporter un appui dans leurs recrutements (proposition de candidatures sélectionnées) et dans le suivi des embauches réalisées
- faciliter leurs démarches administratives.

### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION

La Haute Garonne en dehors du Comminges et du Nord de la Haute Garonne (Demandeurs d'emploi dépendant de l'Agence pour l'emploi de Saint Alban.

## GROUPE HANDI PRO CONSEIL



### Groupe HandiPro CONSEIL

Immeuble Anthyllis  
8 rue Paul Mesplé 31 100 Toulouse  
Tel : 05.34 40.61.25 Fax : 05.34 40.91.93  
Mail : [contact@handiproconseil.fr](mailto:contact@handiproconseil.fr) site internet : [www.handiproconseil.fr](http://www.handiproconseil.fr)

### Contacts privilégiés :

Jean-Luc ABITTEBOUL, Directeur  
[contact@handiproconseil.fr](mailto:contact@handiproconseil.fr)

### NOS MISSIONS

Cabinet Conseil Spécialisé dans l'accompagnement des employeurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques Ressources Humaines Travailleurs Handicapés

### CONSEIL

- **Elaborer une convention** ou un accord pour l'emploi personnes en situation de handicap
- Accompagner le **pilotage de la mission** handicap
- Concevoir et mettre en place d'un **plan de communication spécifique**
- Développer la sous-traitance
- **Construire un réseau de référents/ correspondants** internes handicap
- Optimiser sa **Déclaration Obligatoire** d'Emploi des Travailleurs Handicapés

### FORMATION

- Former les salariés/ agents, les managers au recrutement, à l'intégration et au maintien dans l'emploi des Personnes en situation de handicap
- Former les salariés/agents et les managers aux **différents types de handicap** : handicaps sensoriels, psychiques, moteurs ...

### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION

France entière

## COMITÉ DE BASSIN D'EMPLOI NORD 31

**Comité de Bassin d'Emploi Nord 31**

117, route de Fronton 31140 AUCAMVILLE

06.62.75.38.37

cbe.nord31@orange.fr

Mme Ménat Françoise, directrice

**Nos missions :**

Le CBE Nord 31 travaille depuis plus de 15 ans sur le territoire Nord du département de la Haute Garonne. Son objectif est d'améliorer la situation de l'emploi sur ce territoire en intervenant sur différents axes : insertion, emploi, développement économique et en fédérant l'ensemble des acteurs (chefs d'entreprises, représentants des salariés, élus, responsables associatifs et structures socio économiques...).

Le CBE Nord 31 compte 9 communes adhérentes : Aucamville, Fonbeuzard, Gagnac sur Garonne, Fenouillet, St Alban, St Jory, Bruguères, Gratentour, Lespinasse.

**Notre intervention est axée au :**

- \* Domaine de l'Insertion : PLIE, réseau de parrainage
- \* Domaine de l'emploi : rapprochement offres et demandes d'emploi, mise en place de bourses pour l'emploi, organisation de recrutement collectif en collaboration avec le Pôle Emploi.
- \* Domaine de l'économie et du développement des entreprises : centre ressource GPEC, convention de revitalisation, diagnostic économique par commune, soutien aux nouvelles activités, accompagnement sur l'égalité professionnelle.

Les actions du CBE Nord Haute Garonne s'articulent autour de trois thèmes :

- structuration et valorisation du territoire
- Aide à la création de nouvelles activités et de nouveaux emplois
- Amélioration de la compétitivité des entreprises

**Notre territoire d'intervention :** du nord de la ville de Toulouse (Barrière de Paris) jusqu'à Castelnau d'Estretfonds



## FACE GRAND TOULOUSE

**FACE GRAND TOULOUSE****Contacts privilégiés :**

Florence Heulin : 06.08.43.58.81 directrice

Philippe Duclercq : 06.65.36.41.22 référent « clauses »

**Fixe :** 05.34.42.07.22 **Faxe :** 05.34.41.63.21

**E-mail :** [face.grandtoulouse@fondationface.org](mailto:face.grandtoulouse@fondationface.org)

**NOS MISSIONS**

FACE Grand Toulouse est un club d'entreprises dont l'objectif est de permettre aux entreprises de combiner intérêts économiques et responsabilité sociale et sociétale avec une démarche citoyenne en agissant pour l'égalité des chances, et la prévention des discriminations dans l'emploi.

Depuis 12 ans, les domaines d'intervention de FACE Grand Toulouse se sont développés autour de 5 champs, avec une expertise forte sur le thème de la prévention des discriminations à /et dans l'emploi et les questions RH qui s'y apparentent. La forte valeur ajoutée de FACE est de créer les liens entre le monde économique et les personnes fragilisées et de permettre de tisser des interfaces entre des acteurs du territoire de différents horizons (institutionnels, collectivités territoriales, associatifs, privés).



**FACE dans l'entreprise :**  
**Pour l'Emploi :** parrainage de personnes en recherche d'emploi

**A l'Ecole :** découverte de l'entreprise, appui à l'orientation

**Au quotidien :** aide à la maîtrise énergétique des habitants, éducation budgétaire, accès aux droits

**Avec les Acteurs des territoires :** ingénierie de projets multi acteurs, collectivités, entreprises, associations

**NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION :**

Régional (Midi-Pyrénées)

**conseil et formation sur le management « diversité » ;** pré-audit label diversité et label égalité professionnelle.  
**Accompagnement aux clauses d'insertion** en lien avec TME : appui aux entreprises sur le volet RH en proposant les candidats que nous accompagnons, qui sont préparés à l'entrée dans l'entreprise et suivi. Nous proposons également des **formations aux encadrants et chefs de chantier sur les clauses d'insertion ainsi qu'un module spécifique pour les tuteurs** afin de permettre une intégration réussie du salarié.

## MISSION LOCALE HAUTE GARONNE



Mission Locale Haute-Garonne

**Siège administratif : 61, rue Pierre Cazeneuve - 31200 Toulouse**

**Tel. 05 62 72 49 72 – Fax. 05 61 13 17 05**

**site Internet : <http://www.ml31.org> - E-mail : [mlhg@ml31.org](mailto:mlhg@ml31.org)**

**Directeur adjoint : Franck BLANDIN – E-mail : [franck.blandin@ml31.org](mailto:franck.blandin@ml31.org)**

**Responsable du service Emploi : Nadia LAGLACÉ – Tel. 05 62 72 49 75 – E-mail : [nadia.laglace@ml31.org](mailto:nadia.laglace@ml31.org)**

Nos missions de service public de l'emploi :

**- Insertion sociale et professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans révolus, sortis du système scolaire :** orientation, préparation et accès à la formation et à l'emploi. Accompagnement global pour une recherche de solutions : logement, santé, mobilité, aides financières liées à un projet d'insertion...

**- Conseils et services auprès des employeurs :** aide à la définition de profil, pré-recrutement, présentation des dispositifs emplois aidés...

**La Mission Locale Haute-Garonne intervient sur 70 lieux d'accueil :**

**6 antennes et 64 permanences. Elle couvre 587 communes (hors Toulouse).**



**Antenne Nord-Est:** Aucamville

Responsable: Murielle AVRIL

Tel. : 05 61 70 25 40 – fax : 05 61 70 62 10

Email : [mlhg\\_aucamville@ml31.org](mailto:mlhg_aucamville@ml31.org)

**Antenne Lauragais:** Labège

Responsable: Manuel VELASQUEZ

Tel. : 05 61 28 71 30 – fax : 05 61 28 71 38

Email : [mlhg\\_labege@ml31.org](mailto:mlhg_labege@ml31.org)

**Antenne Muretain-Volvastre:** Muret

Responsable : Zahia BOUKHARI

Tel. : 05 61 51 54 31 – fax : 05 62 23 00 99

Email : [mlhg\\_muret@ml31.org](mailto:mlhg_muret@ml31.org)

**Antenne Comminges:** Saint-Gaudens

Responsable Stéphan PRÉCIGOUT

Tel. : 05 61 95 00 60 – fax : 05 61 95 51 51

Email : [mlhg\\_st-gaudens@ml31.org](mailto:mlhg_st-gaudens@ml31.org)

**Antenne Ouest:** Colomiers

Responsable Frédéric ROLLET

Tel. : 05 61 78 51 16 – fax : 05 61 78 74 98

Email : [mlhg\\_colomiers@ml31.org](mailto:mlhg_colomiers@ml31.org)

**Antenne Nord-Ouest:** Blagnac

Responsable Cathy KOZLOWSKI

Tel. : 05 61 71 02 70 – fax : 05 61 71 01 57

Email : [mlhg\\_blagnac@ml31.org](mailto:mlhg_blagnac@ml31.org)

## MISSION LOCALE TOULOUSE



**MISSION LOCALE TOULOUSE**

[www.missionlocaletoulouse.com](http://www.missionlocaletoulouse.com) ou [www.mltoulouse.org](http://www.mltoulouse.org)

Service Emploi - 34, rue de la caravelle – 05.61.41.78.30

### NOS MISSIONS

La Mission Locale Toulouse accueille, informe, oriente et accompagne les jeunes Toulousains Demandeurs d'Emploi de 16 à 25 ans dans leur insertion sociale et professionnelle.

Au travers de ses six antennes territoriales, **la Mission Locale Toulouse propose aux Jeunes** un accueil près de chez eux. Nous vous proposons de répondre aux différentes questions que vous vous posez concernant l'emploi, la formation mais aussi sur le logement, la santé, la mobilité, la culture, les ressources.

Au travers de son service emploi, **la Mission Locale Toulouse propose aux entreprises** un appui à votre démarche de recrutement. Une équipe de 12 conseillers experts sont à votre service pour vous accompagner sur :

#### Conseils en recrutement :

- > Etude de vos besoins
- > Informations sur les mesures d'aide à l'emploi
- > Montage administratif des contrats aidés CUI

#### Aide au recrutement :

- > Diffusion des offres d'emploi (aux partenaires) et aux candidats
  - > Présélection des candidatures
  - > Organisation de journée de recrutement
- Suivi en emploi :

- > Accompagnement et suivi du nouveau salarié

### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION

Ville de Toulouse

## MIDI-PYRÉNÉES ACTIVES



## DEVELOPPEMENT DES MARCHES « CLAUSE SOCIALE »

## MIDI PYRÉNÉES ACTIVES

Midi Pyrénées Actives est un **outil de développement économique territorial**, fortement orienté vers l'**insertion** et l'accès à l'**emploi pérenne** pour les personnes en difficulté.

Sa vocation est de construire et de mettre en place des **solutions financières** pour accompagner et consolider les initiatives économiques créatrices d'emploi, d'insertion et d'utilité sociale sur le territoire.

Concrètement, ces actions de financements se réalisent à travers des **apports de fonds propres** (prêts participatifs sans garantie et au taux d'intérêt nul ou très faible) et des **apports de garanties bancaires**.

Midi Pyrénées Actives s'implique également dans l'accompagnement et le conseil financier des entreprises de l'ESS. Ces interventions sont gratuites pour les entreprises.

En 2013, MPA a engagé près de 2.5 M€ sur 50 projets d'ESS en Midi Pyrénées, en grande partie des SIAE.

## ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE LA CROISSANCE

Le développement des marchés à clauses sociales peut amener des entreprises SIAE à se mobiliser (directement ou en co/sous-traitance) sur de nouveaux marchés qui peuvent être de volumes significatifs.

Si l'impact technique et organisationnel d'une telle croissance est souvent bien anticipé, son impact financier l'est souvent moins. Ces marchés peuvent entraîner des investissements et surtout des besoins en fonds de roulement (cf. délais d'encaissement sur les marchés publics).

Les structures de l'ESS sont fréquemment fragiles financièrement (haut de bilan peu structuré) et peuvent se trouver déstabilisées par une croissance mal financée.

Le rôle de midi Pyrénées Actives est d'analyser avec la structure l'impact financier du projet, d'identifier la solution de financement, de la mettre en place et d'y participer.

Il s'agit ainsi de sécuriser la démarche sur le plan financier, tant en ce qui concerne le donneur d'ordre, que le contactant ou les co-contractants.

## CONTACT

Midi-Pyrénées Actives

32 rue de la Caravelle 31500 Toulouse

Tel : 05 62 73 16 53 - Fax : 05 62 73 10 56 – [mp-actives@mp-actives.org](mailto:mp-actives@mp-actives.org)

[www.midipyreneesactives.org](http://www.midipyreneesactives.org) Membre du réseau France Active [www.franceactive.org](http://www.franceactive.org)

Midi-Pyrénées Actives 32 rue de la Caravelle 31500 Toulouse - SIRET 47960447200031

Tel : 05 62 73 16 53 - Fax : 05 62 73 10 56 – [mp-actives@mp-actives.org](mailto:mp-actives@mp-actives.org)

[www.midipyreneesactives.org](http://www.midipyreneesactives.org) Membre du réseau France Active [www.franceactive.org](http://www.franceactive.org)

## PÔLE EMPLOI



## Pôle emploi

## CONTACTS PRIVILEGES

**Mme Annie BLAQUIE – Directrice Territoriale Haute Garonne**

Direction Territoriale Haute-Garonne -Green Park- 298 allée du Lac - Bâtiment 5 - CS 77661-31676 LABÈGE cedex- Tél. : 05 62 27 71 10 - [annie.blaquie@pole-emploi.fr](mailto:annie.blaquie@pole-emploi.fr)

**M. Jean Marc LIVOTI – Directeur Adjoint Pôle emploi de Toulouse La Céprière**  
(coordination du réseau des référents Clauses d'insertion Toulouse intra et extra muros)

**Pôle emploi de Toulouse La Céprière – 4 chemin du Pigeonnier de la Céprière – 31100 TOULOUSE**

**Tél. : 05 62 11 93 40 06 22 47 80 00 – [jm.livoti@pole-emploi.fr](mailto:jm.livoti@pole-emploi.fr)**

## NOS MISSIONS :

**1\*** Prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle .

**2\*** Accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes, qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle ;

**3\*** Procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour dans les conditions prévues au titre Ier du livre IV de la présente partie et assurer à ce titre le contrôle de la recherche d'emploi dans les conditions prévues au chapitre VI du titre II du livre IV ;

**4\*** Assurer, pour le compte de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage, le service de l'allocation d'assurance et, pour le compte de l'Etat ou du Fonds de solidarité des allocations de solidarité, de la prime de retour à l'emploi, de la prime forfaitaire ainsi que de toute autre allocation ou aide dont l'Etat lui confierait le versement par convention

**5\*** Recueillir, traiter, diffuser et mettre à la disposition des services de l'Etat et de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ;

**6\*** Mettre en œuvre toutes autres actions qui lui sont confiées par l'Etat, les collectivités territoriales et l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage en relation avec sa mission.

L'institution nationale agit en collaboration avec les instances territoriales intervenant dans le domaine de l'emploi, en particulier les maisons de l'emploi, ainsi qu'avec les associations nationales et les réseaux spécialisés d'accueil et d'accompagnement, par des partenariats adaptés. »

## NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION

Direction territoriale de la Haute Garonne

## RÉSEAU EMPLOI DES COMMUNES



Direction Accompagnement des Entreprises et Développement de l'Emploi  
DGA Développement Économique, Emploi et Rayonnement International

# Réseau emploi des communes

[www.rec.toulouse-metropole.fr](http://www.rec.toulouse-metropole.fr)

### Aussonne

Espace social  
200, route de Merville | 31840 Aussonne  
Le matin sans rendez-vous  
L'après-midi sur rendez-vous à l'espace social.  
Contact : Christelle ANGO  
Tél. : 05-62-13-48-65 | Fax : 05-61-59-53-80  
Courriel : christelle.ango@aussonne.fr

### Balma

Maison de l'emploi et de l'économie  
Centre Commercial Lasbordes  
2, Allée Paul Gauguin | 31130 Balma  
De 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30 (lundi, mardi, jeudi)  
De 9h à 12h30 (mercredi et vendredi)  
Fermée au public le mercredi et vendredi après-midi.  
Contact : Roger ATTALI  
Tél. : 05-61-24-99-39 | Fax : 05-61-24-99-36  
Courriel : maison.emploi@mairie-balma.fr

### Blagnac

Maison de l'Emploi et de l'Insertion de Blagnac  
1 bis, rue des mimosa | 31700 Blagnac  
Du lundi au vendredi, 9h à 12h30 et 14h à 18h.  
Fermeture à 17h les jeudis et vendredis.  
Contact : Muriel POUSSARD  
Tél. : 05-61-71-01-50 | Fax : 05-61-71-01-57  
Courriel : m.poussard@mairie-blagnac.fr

### Castelginest

Castel'Emploi  
Rue du Tour de Ronde (à côté de la mairie)  
31780 Castelginest  
Lund., mardi., jeudi., vend. de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30.  
Le mercredi de 9h à 12h.  
Contact : Brigitte RUIZ  
Tél. : 05-61-37-48-20  
Courriel : emploi@mairie-castelginest.fr

### CBE Nord 31

117, route de Fronton  
31140 Aucamville  
Lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h  
Mercredi de 9h à 12h  
Contact : Françoise MENAT  
Tél. : 05-62-75-38-27 | Fax : 05-62-75-89-30  
Courriel : cbe.nord31@orange.fr

### Colomiers

Service Insertion et Cohésion Sociale  
6, avenue Edouard Serres  
31770 Colomiers  
Contact : Yannick SEGUIGNES  
Tél. : 05-61-31-30-30 et 05-61-31-30-32 | Fax : 05-61-15-23-34  
Courriel : emploi@mairie-colomiers.fr

### Cornebarrieu

Relais emplois  
2, place du Languedoc  
31700 Cornebarrieu  
Contact : Cécilia BEGEAULT  
Tél. : 05-62-13-43-71 | Fax : 05-62-13-43-72  
Courriel : cecilia.begeault@mairie-cornebarrieu.fr

### Cugnaux

Maison de l'emploi / Maison de la Solidarité / CCAS  
8 bis, rue du Pré-Vicinal  
31270 Cugnaux  
Du lundi au vendredi, 9h00 à 12h30/13h30 à 17h00  
Contact : Khadija ZEKRI  
Tél. : 05-62-87-30-10 | Fax : 05-62-87-30-19  
Courriel : khadija.zekri@mairie-cugnaux.fr

### Dremil-Lafage

Point Information Jeunesse  
1, allée de l'Eglise  
31280 Dremil-Lafage  
Contact : Sylvie SZYMBORSKI  
Tél. : 05 61 81 17 68 | Fax : 05 61 83 89 24  
Contact : pij@dremil-lafage.fr

### Launaguet

Service emploi  
Mairie de Launaguet  
95, chemin des Combes  
31140 Launaguet  
Contact : Pascal KOSTINE  
Tél. : 05-61-37-64-64 | Fax : 05-61-09-08-46  
Courriel : ccas@mairie-launaguet.fr

### L'Union

Cellule Emploi  
Mairie de L'Union  
6 bis, avenue des Pyrénées  
BP 99 | 31242 L'Union Cedex  
Lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 13h et de 14h30 à 17h.  
Mardi de 8h30 à 13h et de 14h30 à 19h.  
Contact : Isabelle FLOURIAC  
Tél. : 05-62-89-22-88  
Courriel : emploi@mairie-lunion.fr

### Mondonville

Espace emploi  
Mairie de Mondonville  
4, avenue de Guyenne  
31700 Mondonville  
Sur rendez-vous  
Contact : Anne-Marie Rouyre  
Tél. : 05-61-06-35-90 ou 05-61-06-35-91  
Courriel : anne-marie.rouyre@mondonville.fr

### Pibrac et Brax

Espace emploi  
CCAS  
Hôtel de Ville  
Ancien chemin de Brax  
31820 Pibrac  
Contact : Laëtitia LARROQUE  
Tél. : 05-62-13-93-93  
Courriel : e.emploi@mairie-pibrac.fr

### Quint-Fonsegrives

Service social  
Hôtel de ville  
31300 Quint-Fonsegrives  
Courriel : service.social@mairie-quint-fonsegrives.fr

### Saint-Orens-de-Gameville

Maison des solidarités et du citoyen  
Ferme de Soye | 42, avenue Augustin Labouille  
31650 Saint-Orens-de-Gameville  
Contact : Sarah KNOCHENMUS  
Tél. : 05-61-39-54-02  
Courriel : sarah.knochenmus@mairie-saint-orens.fr

### Beauzelle

Centre social de Beauzelle  
19, rue des Rossignols | 31700 Beauzelle  
Du lundi au vendredi de 9h à 12h sans rendez-vous.  
Les après-midi de 14h à 17h30 sur rendez-vous.  
Contact : Peggy QUESADA  
Tél. : 05-62-21-40-52 | Fax : 05-62-21-40-51  
Courriel : relais.emploi@mairie-beauzelle.fr

### Selhi

Centre social de Beauzelle  
19, rue des Rossignols | 31700 Beauzelle  
Du lundi au vendredi de 9h à 12h sans rendez-vous.  
Les après-midi de 14h à 17h30 sur rendez-vous.  
Contact : Peggy QUESADA  
Tél. : 05-62-21-40-52 | Fax : 05-62-21-40-51  
Courriel : relais.emploi@mairie-beauzelle.fr

### Tournefeuille

Maison de l'Emploi  
Place Léopold Sédar Senghor  
5, rue Paul Valéry | 31170 Tournefeuille  
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h.  
Le mercredi de 8h30 à 12h.  
Contact : Fabrice SPITZ  
Tél. : 05-61-06-08-55 | Fax : 05-61-07-12-78  
Courriel : emploi@mairie-tournefeuille.fr

### Villeneuve-Tolosane

Maison de la solidarité  
Mairie annexe  
Place de la Canalette | 31270 Villeneuve-Tolosane  
Du lundi au vendredi de 9h-12h et 14h-18h  
Contact : Charles GAULT  
Tél. : 05-62-20-77-39  
Courriel : cgault@villeneuve-tolosane.fr

### Saint-Jean

Service emploi  
Mairie de Saint-Jean  
31240 Saint-Jean  
Tél. : 05-61-37-88-35 | Fax : 05-61-35-07-25  
Courriel : valerie.torre@mairie-saintjean.fr

### Plan local pour l'Insertion et l'Emploi

32, rue de la Caravelle | 31500 Toulouse  
Téléphone : 05-81-91-74-46 | Fax : 05-81-91-74-44  
Courriel : plie@toulouse-metropole.fr

### Toulouse Métropole Emploi

32, rue de la Caravelle | 31500 Toulouse  
Téléphone : 05-31-47-17-33 | Fax : 05-31-47-17-30  
Courriel : contact@emploi-tme.org

### Réseau emploi des communes

Direction Accompagnement des Entreprises  
et Développement de l'Emploi  
DGA Développement Économique, Emploi  
6, rue René Leduc | BP 35821  
31505 Toulouse cedex 5  
Tél. : 05-61-22-26-93 | Mob. : 06-65-26-39-03  
Fax : 05-81-91-72-03  
Courriel : hugues.bernard@toulouse-metropole.fr





## LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

POUR TROUVER LE CFA DU/DES MÉTIER (S) DE L'ENTREPRISE,  
VOUS POUVEZ CONSULTER LES SITES SUIVANTS

Conseil Régional Midi Pyrénées,  
[www.midipyrenees.fr](http://www.midipyrenees.fr), [www.mcef.midipyrenees.fr](http://www.mcef.midipyrenees.fr),

Chambre de métiers et de l'artisanat  
de la Haute-Garonne, [www.cm-toulouse.fr](http://www.cm-toulouse.fr),

Chambre de Commerce et de l'Industrie,  
[www.cci-toulouse-apprentissage.com](http://www.cci-toulouse-apprentissage.com),

Ministère de l'emploi, du travail et du dialogue social,  
[www.travail-emploi-gouv.fr](http://www.travail-emploi-gouv.fr).

Ou se rapprocher de sa branche professionnelle, de son OPCA  
(Opérateur Paritaire Collecteur Agréé)

### PLIE



#### PLIE DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE

##### Adresse postale :

Communauté Urbaine Toulouse Métropole  
6 rue René Leduc- BP 35821  
31 505 Toulouse Cedex 5

##### Adresse « physique » :

32 rue de la Caravelle  
Tél : 05 81 91 74 46  
[plie@toulouse-metropole.fr](mailto:plie@toulouse-metropole.fr)

#### NOS MISSIONS

- 1) organiser des parcours d'insertion professionnelle individualisés pour des publics exclus du marché du travail :
  - ayant pour finalité l'accès à l'emploi durable (CDI, CDD + de 6mois) ou à une formation qualifiante validée
  - par un accompagnement renforcé et de proximité avec un référent unique
- 2) développer une ingénierie financière et technique de projets visant à soutenir des actions d'insertion durable dans l'emploi sur son territoire d'intervention

#### NOTRE TERRITOIRE D'INTERVENTION :

73 communes : 37 Communauté Urbaine Toulouse Métropole + 36 Sicoval

# Charte des marchés publics

Version du 14/10/2014

Première étape vers le travail collaboratif souhaité pour l'élaboration d'une démarche de type « Small Business Act » adaptée aux contraintes et enjeux locaux, cette charte permettra d'utiliser tous les leviers permis par la réglementation en vigueur pour favoriser l'accès des PME à la commande publique de Toulouse Métropole et de ses entités partenaires. Elle s'appuie sur les axes de la politique d'achat de la métropole, et notamment sur :

- le développement de la performance économique des achats, concrétisée par des réductions de coût, une meilleure qualité pour les utilisateurs et une maîtrise de la consommation, le choix de modalités d'allotissement les plus appropriées pour organiser et structurer la commande en fonction du besoin et du tissu économique et l'encouragement à l'innovation ;
- le développement d'une politique d'achats responsables, pérennisant la démarche d'insertion par l'activité économique, par le biais des marchés et clauses d'insertion et marchés réservés aux entreprises adaptées et établissement d'aide par le travail, et poursuivant l'intégration du développement durable dans les pratiques achats, aux moyens de critères environnementaux, privilégiant les circuits courts et la prise en compte du coût global ;
- la connaissance du tissu économique et l'approfondissement de la relation fournisseurs, avec la volonté de donner une bonne visibilité sur les activités, le fonctionnement et les achats programmés.

La présente charte s'appliquera aux marchés dont la collectivité est maître d'ouvrage et à ceux passés dans le cadre de projets dont elle aura confié la réalisation à un opérateur, dont les DSP.

Elle donnera lieu à une évaluation annuelle de sa mise en œuvre et de son impact effectif sur les PME ayant accès à la commande publique.

### Sommaire

- Article I Garantir la performance de l'achat
- Article II Développer l'achat durable
- Article III Encourager l'achat responsable
- Article IV Simplifier / Dématérialiser
- Article V Améliorer les conditions d'exécution des marchés
- Article VI Améliorer la relation fournisseur et la maîtrise des risques
- Article VII Soutenir l'innovation et accélérer la croissance sur les marchés de la Smart City



## Article I - Garantir la performance de l'achat

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, garantir une bonne utilisation des deniers publics autour de :

- l'application des grands principes de la Commande publique :
  - liberté d'accès à la Commande Publique,
  - égalité de traitement des candidats,
  - transparence des procédures ;
- le respect des règles de la Commande publique ;
- une fonction achats professionnalisée :
  - pilotant la performance des fournisseurs,
  - définissant des stratégies d'achats par familles, partagées avec les prescripteurs et les utilisateurs ;
  - mettant en œuvre des plans de progrès avec les fournisseurs.

### Nos engagements :

- Informer largement et le plus en amont possible sur les volumes d'achats à venir et sur les consultations à engager ainsi que sur l'allotissement retenu pour les grosses opérations.
- Pratiquer un allotissement des prestations et travaux en fonction des secteurs et métiers concernés, facilitant l'accès aux marchés des plus petites entreprises.
- Encourager, pour faciliter l'accès à la commande publique des plus petites entreprises, la présentation des candidatures sous forme de groupement, sans imposer systématiquement le groupement solidaire lorsque celui-ci n'est pas indispensable à l'exécution du marché.
- Définir avec précision les besoins spécifiques et n'exiger que des moyens adaptés à la nature, la technicité et au volume des prestations.
- Développer les capacités de négociation des acheteurs de la collectivité par une systématisation chaque fois que la réglementation le permet et une professionnalisation de la démarche.
- Sélectionner les offres les mieux disantes, y compris dans les procédures adaptées, en adaptant les critères de sélection des offres aux spécificités du marché et en veillant à ce que le critère prix ne prévale pas de façon systématique.
- Déceler les offres anormalement basses pouvant faire courir un risque aux deux parties.

## Article II - Développer l'achat durable

Dans le cadre de leur plan climat, nos collectivités se sont engagées à mettre en place une politique globale et évaluable d'achats responsables, formalisée autour de 3 axes :

- diminuer l'impact de l'activité sur l'environnement,
- faire évoluer les pratiques,
- acheter mieux.

### Nos engagements :

- Analyser les besoins en raisonnant en coût global.
- Réfléchir aux modes de consommation et si nécessaire réduire les besoins.
- Tenir compte des performances en matière de protection de l'environnement dans les conditions d'exécution des marchés ou le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Poursuivre l'intégration des préoccupations environnementales dans nos pratiques achats notamment les marchés de travaux (clauses environnementales, critères de sélection...) et développer les indicateurs nécessaires à la mesure et au suivi de la performance sur cet axe.
- Poursuivre la réduction de l'impact environnemental de nos achats (économies d'énergie, réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, réduction des emballages, réduction et valorisation des déchets).
- Privilégier les produits, les services et les projets éco-conçus et les circuits courts.
- Capter l'innovation, pas uniquement technologique, en aidant les entreprises à développer des solutions alternatives notamment en recourant aux variantes.
- S'appuyer sur la commande publique pour impulser une démarche Smart City sur quatre marchés économiques identifiés : la mobilité et les Systèmes de Transports Intelligents ; l'énergie - l'environnement et les Smart Grids ; la Silver Économie et les e-services.

## Article III - Encourager l'achat responsable

Il est de la responsabilité des acheteurs publics de contribuer à la mise en œuvre des politiques d'insertion sociale sur leur territoire et de veiller à la qualité et au respect des conditions de travail sur leurs chantiers.

### Nos engagements :

- Favoriser l'intégration dans les marchés des clauses d'insertion en créant du lien avec les outils de la formation, des acteurs de l'insertion et de soutien économique aux entreprises, afin de favoriser l'accès à l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées, et assurer un soutien aux entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de ces clauses.
- Favoriser l'utilisation du 14/53, en faisant de l'insertion un critère d'attribution du marché, lorsqu'il s'agit d'un marché ou d'un lot d'une certaine importance, avec le souci de faire progresser collectivement la qualité des offres fournisseurs.
- Développer le recours à des marchés réservés aux entreprises adaptées ou établissements et services d'aide par le travail afin de favoriser l'accès ou le maintien à l'emploi des personnes handicapées.
- Développer les marchés d'insertion, avec le support d'une activité technique, afin de favoriser les structures agissant en faveur de l'insertion sociale.
- Valoriser les démarches des entreprises quant à leur responsabilité sociétale sans en faire un critère d'attribution en soi dans les marchés.
- Mettre en place une méthode pour veiller au respect sur les chantiers et dans l'exécution des prestations de service des règles de sécurité et des prescriptions relatives à la lutte contre le travail illégal.

## Article IV - Simplifier / Dématérialiser

La réponse à une consultation est perçue comme une procédure complexe pour de nombreuses entreprises, en particulier les plus petites.

Les acheteurs publics doivent encourager les petites entreprises à « Oser la commande publique ».

### Nos engagements :

- Simplifier les démarches des candidats pour le dépôt de leurs candidatures et de leurs offres.
- Mettre en œuvre dès que possible le principe « Dites le nous une fois » : étendre la dématérialisation des procédures et ne pas réclamer des documents déjà fournis.
- N'exiger dans les candidatures que des renseignements sur les entreprises et des niveaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché.
- Utiliser des dossiers de consultations des entreprises simplifiés pour les marchés de faible montant.
- Fournir tant que possible des cadres de mémoires techniques aux candidats.
- Encourager la simplification des démarches de soumission notamment via l'expérimentation du « marché public simplifié ».
- Mettre en place un portail fournisseur simplifiant les échanges dans le cadre de la dématérialisation de la chaîne comptable.

## Article V - Améliorer les conditions d'exécution des marchés

Les difficultés dans l'exécution et le règlement des marchés publics risquent de pénaliser les entreprises, et surtout les plus petites d'entre elles.

### Nos engagements :

- Préciser les conditions d'exécution des marchés et les contraintes qui pèsent sur leurs titulaires (par exemple sur les travaux : planning, multiplicité d'intervenants, rôle des maîtres d'œuvre et contrôleurs techniques...) pour qu'ils soient pris en compte dès l'offre.
- Adapter les clauses juridiques à la spécificité du marché et à la typologie des fournisseurs associés (pénalités plafonnées et adaptées aux risques...).
- Mettre en place des clauses incitatives et/ou primes.
- Continuer à améliorer les délais de paiement des fournisseurs, en deçà même des délais légaux, optimiser les processus de règlement en collaboration avec le comptable public pour l'aider à atteindre le même objectif pour la part qui le concerne.
- Afin de participer au soutien du besoin de financement des projets engagés pour notre compte et, à l'instar de l'État et à titre expérimental, les collectivités s'engagent à verser une avance de 30%. Cette avance sera attribuée sans constitution de garantie financière dans tous les marchés inférieurs ou égaux à 300 000 euros HT.
- Adapter les garanties financières exigées aux enjeux des marchés.
- Organiser, pour les grosses opérations, une réunion de lancement de marché avant tout démarrage.
- Assurer une évaluation efficace et transparente, qualitative et quantitative, des prestations réalisées dans le cadre des marchés.

## Article VI - **Améliorer la relation fournisseur et la maîtrise des risques**

### Nos engagements :

- Privilégier les approches fonctionnelles dans les cahiers des charges.
- Favoriser les propositions de variantes des fournisseurs susceptibles d'améliorer coûts et qualité et faisant appel à leur capacité d'innovation.
- Développer une politique attentive aux risques de dépendance, ouverte aux groupements d'entreprises et animée par la volonté de donner une bonne visibilité sur ses activités et son fonctionnement.
- Veiller à établir des démarches de partenariat pour que les fournisseurs puissent contribuer à l'amélioration des achats.
- Sensibiliser les agents et les fournisseurs à la nécessité d'observer un comportement respectueux des règles de l'éthique propice au développement des relations commerciales.
- Développer les rencontres avec les fournisseurs et leurs organisations professionnelles.
- Informer les fournisseurs et leurs organisations professionnelles de nos orientations en matière de stratégie d'achat.
- Développer les outils d'évaluation de la performance des fournisseurs, de nature à générer des plans de progrès et une meilleure satisfaction dans l'exécution, tout en réduisant les prises de risque dans les opérations à venir.

## Article VII - **Soutenir l'innovation et accélérer la croissance sur les marchés de la Smart City**

La Métropole toulousaine peut compter sur un tissu économique riche de PME et de startups développant des solutions autour des technologies numériques, des Systèmes Embarqués et des technologies issues du spatial, de l'énergie et de l'environnement.

L'achat public pourra accélérer leur développement autour d'une démarche organisée par la Ville Intelligente.

### Nos engagements :

- Mettre en place une stratégie *Smart City* fondée sur les besoins de la Ville Intelligente, les Usages d'aujourd'hui et de demain :
  - une organisation métropolitaine *Smart City*,
  - un effet levier pour la mise en œuvre de la nouvelle directive européenne adoptée le 11 février 2014 par le Parlement européen, favorisant l'innovation en matière de Marchés Publics.
- Penser la Ville de demain en recherchant au maximum de nouveaux modèles économiques, rapprochant les initiatives privées des besoins du service public.
- Se positionner comme territoire démonstrateur, catalyseur d'innovations :
  - importance des expérimentations pour vérifier l'adéquation des solutions technologiques aux besoins, tester des modèles économiques, tester des partenariats entre startups, PME et grands comptes pour des offres consolidées,
  - rapprochement entre l'Offre et la Demande pour la première commande, première référence des startups innovantes,
  - effet vitrine et démonstrateur au plan national et européen des innovations.
- Utilisation de la commande publique innovante comme véritable levier accélérateur des entreprises innovantes et de croissance :
  - ouvrir les marchés aux variantes,
  - définir des exigences techniques plutôt en termes de fonctionnalités que de technologies attendues.

## REMERCIEMENTS

À la Mission Grand Projet de Ville de Toulouse pour son soutien à la mise en œuvre de ce guide, notamment par la mise à disposition de son assistance à maîtrise d'ouvrage, volet insertion, Nadine LOURTIES.

À la Direction de la Commande Publique de la communauté urbaine Toulouse Métropole pour sa contribution à la rédaction de guide.

Aux chargés de mission IAE de l'UT 31 de la Direccte et de Pôle Emploi pour leur contribution à la mise en réseau avec les Structures par l'Insertion et l'Activité Économique.

À l'ADEPES, le Coorace Midi Pyrénées, l'Urei et la Fnars pour la mise à disposition des ressources sur les acteurs de l'Insertion par l'Activité Économique, au travers de leur plateforme-web des achats socialement responsables en région Midi Pyrénées.

Au Groupement Départemental de la Haute-Garonne et aux organismes HLM pour leur participation à la réalisation de ce guide.

Nous remercions particulièrement les entreprises, les salariés, les acteurs de l'IAE qui nous ont permis d'enrichir ce guide de témoignages de terrain.

Et nous remercions tous les partenaires qui ont contribué à nourrir ce guide.

CE GUIDE À VOCATION À ÊTRE ACTUALISÉ RÉGULIÈREMENT, VOUS POUVEZ CONSULTER SES MISES À JOUR SUR LE SITE DE TOULOUSE MÉTROPOLE EMPLOI

## SITES UTILES

(liste non exhaustive)

[www.ville-emploi.asso.org](http://www.ville-emploi.asso.org)

Le site de l'Alliance Ville Emploi, qui fédère les réseaux des maisons de l'emploi et des PLIE. Documentation sur les clauses d'insertion, annuaire des chargés de mission clause d'insertion ou facilitateurs.

[www.patrickloquet.fr](http://www.patrickloquet.fr)

Maître de conférences en droit et consultant, site dédié aux clauses sociales dans les marchés publics (modèles de marchés, actualité, analyse...).

[www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr)

Le site de l'Observatoire des Achats Responsables. Guide sur les achats responsables à destination des TPE-PME, guide des bonnes pratiques sur les outils de l'insertion par l'activité économique.

Le guide « Les clauses sociales dans les partenariats public-privé » publié par l'Observatoire Economique de l'Achat Public (OEAP), [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

[www.socialement-responsable.org](http://www.socialement-responsable.org)

L'annuaire des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

[www.avise.org](http://www.avise.org)

« l'Avise agit pour accroître le nombre et la performance des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), et est appui au secteur de l'insertion par l'activité économique, l'accompagnement des associations, l'accès aux financements européens, le développement de l'achat socialement responsable et celui des entreprises sociales ».

[www.handeco.org](http://www.handeco.org)

plateforme nationale au service du travail protégé et adapté et de ses partenaires économiques, au bénéfice de l'emploi et de la formation des personnes en situation de handicap.

[www.frtp.org/midipy](http://www.frtp.org/midipy)

Le site de la Fédération Régional du Bâtiment et des Travaux Public Midi Pyrénées.

[www.entreprisesdupaysage.org](http://www.entreprisesdupaysage.org)

Union Nationale des Entreprises du Paysage.

[www.monde-proprete.com](http://www.monde-proprete.com)

le site du FARE Propreté.

[www.proprete-services-associes.com](http://www.proprete-services-associes.com)

Le site de la fédération des entreprises de propreté, guide de la clause d'insertion dans les métiers de la propreté.

[www.cnei.org](http://www.cnei.org)

Le comité national des entreprises d'insertion, fédère des entrepreneurs qui ont en commun de mettre leur projet économique au service d'une finalité sociale et fédère 23 Unions Régionales d'Entreprises d'Insertion (UREI Midi Pyrénées).

[www.cnlrq.org](http://www.cnlrq.org)

Comité national de liaison des régies de quartier, le réseau des Régies de Quartiers. Il est dépositaire des labels « Régie de Quartier » et « Régie de Territoire ».

[www.anru.fr](http://www.anru.fr)

[www.fnars.org](http://www.fnars.org)

[www.medef.fr](http://www.medef.fr)

2013 « les propositions du Medef pour un développement équilibré des clauses sociales au service de l'insertion durable et de l'économie ».



## GLOSSAIRE

**ACI** : Ateliers chantiers d'insertion.

**ADEPES** : Agence de développement et de promotion de l'économie solidaire.

**AI** : association intermédiaire : Ce sont des associations qui emploient des personnes en insertion pour effectuer des services de proximité (garde d'enfants, entretien, petits travaux, etc.) auprès de particuliers, de collectivités et d'entreprises. Et ceci sur un territoire défini par la convention signée avec l'État et pour des activités qui ne doivent pas être déjà assurées dans les conditions économiques locales par l'initiative privée ou par l'action des collectivités publiques.

**ANRU** : Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, établissement public industriel et commercial créé afin d'assurer la mise en œuvre et le financement du programme national de rénovation urbaine.

**AVE OEAP** : Alliance Ville Emploi, Observatoire économique de l'achat public.

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières : c'est un document contractuel rédigé par l'acheteur dans le cadre notamment d'un marché public, dont il fait partie des pièces constitutives. Intégré au dossier de consultation des entreprises, il précise les dispositions administratives propres au marché (conditions d'exécution des prestations, de règlement, de vérification des prestations, de présentation des sous-traitants, etc.).

**CCLRQ** : Comité National de Liaison des Régies de Quartier.

**CCTP** : Cahiers des clauses techniques particulières : C' est un document contractuel qui rassemble les clauses techniques d'un marché public. Il est rédigé par l'acheteur et fait partie des pièces constitutives du marché public. Il est intégré au dossier de consultation des entreprises.

**CDPI** : contrat de développement professionnel intérimaire.

**CIPi** : contrat d'insertion professionnelle intérimaire.

**CMP** : Code des marchés publics.

**COORACE** : fédération nationale de l'économie sociale et solidaire, rassemble plus de 500 entreprises. Celles-ci constituent un réseau de professionnels militants engagés depuis plus de 25 ans au service des personnes, de leur accès aux droits communs et utilisant l'emploi comme principal moteur d'intégration sociale.

**CTT (I)** : contrat de travail temporaire d'insertion.

**DCE** : Dossier de consultation des entreprises.

**DCP** : Direction de la commande publique.

**DDT** : Direction départementale des territoires.

**DIRECCTE** : Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

**EA** : Entreprise adaptée : c'est une entreprise à part entière dont la spécificité est d'employer au moins 80 % de travailleurs handicapés. Autrement dit, elle peut apparaître sous la forme d'une association investie dans le domaine du handicap ou bien sous la forme d'une société commerciale, sous la responsabilité d'un organisme gestionnaire dans lequel le travail d'une personne handicapée est pleinement pris en compte sur le plan de l'accompagnement professionnel. Les entreprises obtiennent ce statut par un agrément délivré par le Préfet de région.

**EI** : entreprise d'insertion : C'est une société commerciale productrice de biens ou de services ayant une finalité sociale et concourant à l'insertion socio-professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières, notamment des demandeurs d'emploi.

**ESAT** : Établissement et service d'aide par le travail (sigle ESAT) est un établissement médico-social de travail protégé, réservé aux personnes handicapées et visant leur réinsertion sociale et professionnelle.

**ETT** : Entreprises de travail temporaire.

**ETTi** : Entreprises de travail temporaire d'insertion.

**FARE Propreté** : Créé en 1995 à l'initiative de la Fédération des Entreprises de Propreté (FEP), financé par une contribution de toutes les entreprises de la branche professionnelle, le FARE Propreté accompagne le développement économique et social du secteur.

**FBTP** : Fédération du bâtiment et des travaux publics.

**FEPCSO** : Fédération des Entreprises de Propreté du Centre et du Sud-Ouest.

**FNARS** : Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, C'est une fédération française d'organismes et d'associations proposant aux personnes en situation de grave détresse sociale un accueil, un hébergement et une aide à la réinsertion sociale.

**FRTP** : Fédération Régionale des Travaux Publics.

**GEIQ** : Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

**GPEC** : Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : c' est une gestion anticipative et préventive des ressources humaines, fonction des contraintes de l'environnement et des choix stratégiques de l'entreprise. C'est aussi une obligation<sup>1</sup> de négociation triennale qui doit permettre d'éviter les restructurations brutales.

**GPV** : Grand projet de Ville.

**GRH** : Gestion des Ressources Humaines.

**MAD** : mise à disposition.

**MER** : Mise en Relation.

**ML** : Mission Locale.

**PE** : Pôle Emploi.

**PLIE** : Plans Locaux pour l'Insertion et l'emploi.

**PPP** : partenariat public privé.

**RSA** : Revenu de solidarité active.

**SEM** : Société d'économie mixte. C'est une société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par une ou plusieurs personnes publiques (à savoir l'État, une Collectivité territoriale, ou tout autre Établissement public). Cette participation majoritaire publique est plafonnée à 85 % du capital depuis la Loi du 2 janvier 2002. Au moins une personne privée doit participer au capital de la SEM, sachant qu'il peut s'agir d'une autre SEM.

**SIAE** : Structures d'insertion par l'Activité Economique, ce terme regroupe : les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI) les ateliers chantiers d'insertion (ACI), les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTi).

**SMAT** : Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine.

**UNEP** : Union National des entreprises du Paysage.

**UREI** : Union Régionale des Entreprises d'Insertion.

**ZUS** : Zone urbaine sensible. Il en existe 5 en Haute Garonne, une à Cugnaux (Le Vivier, Le Maçon) et 4 à Toulouse (Empalot, Faourette Bagatelle Bordelongue, Reynerie Bellefontaine, Les Izards). Cette liste est susceptible d'être modifiée par les services de l'État dans le cadre de la redéfinition de la géographie prioritaire de la Politique de la ville.



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE TOULOUSE MÉTROPOLE EMPLOI



32, rue de la Caravelle  
31 500 Toulouse  
Tél. : 05 31 47 17 33  
Fax : 05 31 47 17 30  
[www.emploi-tme.org](http://www.emploi-tme.org)